



BP 823 - 98845 Nouméa Nouvelle-Calédonie
Tél : (687) 28 31 56 - 27 54 81
Fax : (687) 28 81 48
e-mail : itsee@itsee.nc

Directeur de la Publication
G. Baudchon

Responsable Études Économiques
C. Lembège Annonier

Rédacteur
E. Desmazures

**Responsable Publications et
conception graphique**
M. Messing Colmet Daage

Réalisation
B. Chatonnier Roquelaura

Crédit photos
Eric Dell'erba : lycée de Lifou, maternelle de Kaala-Gomen, lycée du Grand Nouméa, collège de Hienghène

Marie Messing Colmet Daage : cantine de l'école J. Trouillot, collège de Kaméré, transport et fournitures scolaires

Site web : www.isee.nc

Vente
1 500 F.CFP, avion 16,76 EUR
Dépôt légal
ISSN 0758-0029

Toute reproduction est autorisée avec indication précise de la source :
ND N° 99, ISEE
Édition : Décembre 2006



NOTES ET DOCUMENTS



Avant propos

L'éducation est un enjeu majeur pour la Nouvelle-Calédonie qui doit faire face à un double défi : former une population jeune, lui permettant ainsi de répondre aux besoins de l'économie, et préparer le transfert des compétences prévu par l'Accord de Nouméa. Dans cette perspective, un colloque sur l'enseignement en Nouvelle-Calédonie s'est tenu en 2002, duquel est ressortie la nécessité d'identifier les coûts liés à l'éducation au sens large, c'est-à-dire tout au long de la vie.

C'est à cette fin que l'ISEE élabore le compte de l'éducation en se basant sur la méthode utilisée en France par le ministère de l'éducation nationale (publiée dans le Dossier Education et Formations n° 7) et en l'adaptant à la Nouvelle-Calédonie. Ce compte satellite de la comptabilité nationale a pour but de rassembler dans une série de tableaux cohérents l'ensemble des flux financiers intervenant dans le domaine de l'éducation afin d'évaluer ce qu'elle coûte à l'ensemble de la collectivité, d'étudier son financement et de déterminer les coûts des différents niveaux d'enseignement et des différentes activités.

Cette publication est la deuxième qui concerne les comptes de l'éducation. Elle présente les résultats pour l'année 2004 et une révision des chiffres pour les années 2000 à 2003.

Le Directeur de l'ISEE

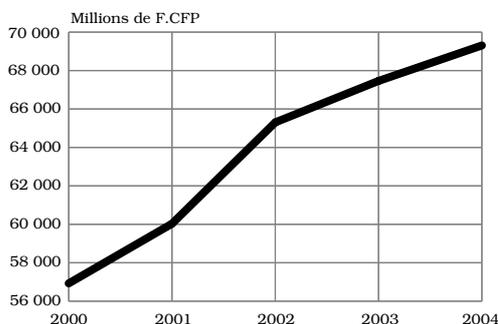
Gérard BAUDCHON

Sommaire

Vue d'ensemble	2	Les activités d'enseignement	8
Le financement	4	Les activités annexes	11
L'État	4	Les biens et services "connexes"	13
La Nouvelle-Calédonie	5	Le secteur de production du domaine	14
Les provinces	5	Les producteurs d'enseignement	14
Les communes	6	Les autres producteurs du domaine	17
Les autres administrations publiques	6	Annexes	18
Les entreprises	7	La population scolaire	18
Les ménages	7	Les comptes annuels de 2000 à 2004	19
Les activités du domaine	8	Le traitement des données	54

69,5 milliards de F.CFP ont été dépensés pour l'éducation en 2004, soit 301 051 F.CFP par habitant ou 904 540 F.CFP par élève

Évolution de la dépense intérieure d'éducation en Nouvelle-Calédonie



La dépense intérieure d'éducation - mesure de l'effort consenti par la collectivité pour le fonctionnement du système éducatif en Nouvelle-Calédonie - s'est élevée à 69,5 milliards de F.CFP en 2004 contre 67,6 milliards en 2003, ce qui correspond à une progression de 2,7%. Par rapport à 2000 (première année de production des comptes de l'éducation), la progression est de 21,7%.

Les comptes de l'éducation de la Nouvelle-Calédonie évaluent la dépense "intérieure" d'éducation, c'est-à-dire la somme :

- des financements reçus par les producteurs d'activités caractéristiques résidents,
- des dépenses effectuées sur le territoire pour acquérir des biens et services connexes,
- des transferts éventuels reçus par les bénéficiaires résidents (seules les bourses et compensations versées aux bénéficiaires du programme "Cadre Avenir" ne sont pas reprises dans les comptes puisque leur utilisation se fait manifestement en dehors de la Nouvelle-Calédonie).

Il s'agit donc de la somme des dépenses suivantes :

- les dépenses pour les activités d'enseignement de type scolaire de tous niveaux (1^{er} degré, 2nd

degré, enseignement supérieur, enseignement artistique, apprentissage) effectuées dans les établissements publics ou privés (y compris dans les Maisons Familiales et Rurales) ;

- les dépenses pour les formations de type extrascolaire : formation professionnelle continue, y compris la formation interne aux entreprises ou aux administrations, cours du soir, etc... ;
- les dépenses pour les activités visant à organiser le système : administration générale, orientation ;
- les dépenses pour les activités destinées à favoriser ou accompagner la fréquentation des établissements scolaires : cantines et internats, médecine scolaire, transport scolaire ;
- les achats de livres, de fournitures scolaires, d'habillement demandés par les institutions scolaires ;
- les dépenses de rémunération des personnels d'éducation en formation (ne sont isolées que les rémunérations des élèves instituteurs et professeurs des écoles, prises en charge par la Nouvelle-Calédonie).

La dépense intérieure en faveur de l'éducation représente 301 051 F.CFP par habitant en 2004 (contre 223 150 pour la France DOM compris) et correspond à environ 12% du produit intérieur brut (7,1% en France).

Le poids relativement important de la dépense d'éducation en Nouvelle-Calédonie, au regard de la dépense par habitant et surtout de la part du PIB qu'elle représente, peut s'expliquer par la jeunesse de la population. En effet, les moins de 20 ans représentent environ 25% de la population métropolitaine et 37% de la population calédonienne.

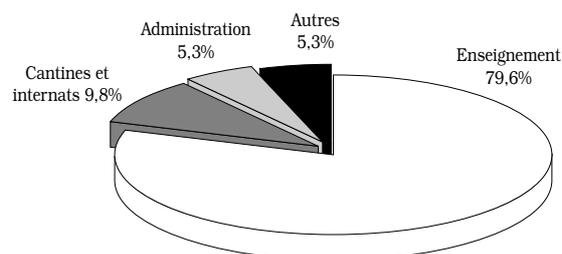
La population scolaire de la Nouvelle-Calédonie est de 71 296 élèves en 2004. 52,0% d'entre eux suivent un enseignement du 1^{er} degré, 44,2% un enseignement du 2nd degré et 3,8% un enseignement post-baccalauréat.

Avertissement : la dépense d'éducation moyenne par élève comprend la totalité des dépenses et des activités dans les établissements publics et privés, à l'exclusion des activités extrascolaires (formation continue et autres activités extrascolaires), de l'apprentissage et de l'enseignement artistique. Les activités annexes et autres activités sont ventilées par niveau d'enseignement en utilisant les comptes des producteurs d'activités et des clés de répartition les plus proches possibles de l'activité concernée. Ceci explique, en particulier, la fragilité spécifique des dépenses moyennes d'éducation par niveau d'enseignement.

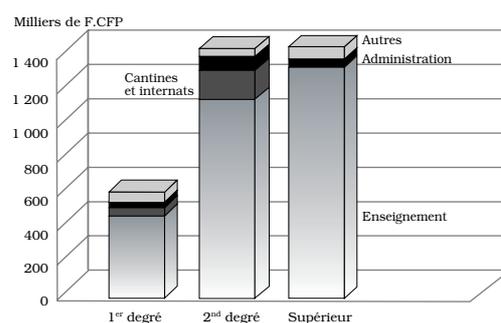
La dépense d'éducation moyenne par élève en 2004 s'élève à 904 540 F.CFP. L'essentiel de cette dépense correspond à l'enseignement (79,6%) qui est suivi par l'activité de cantines et internats (9,8%). L'administration générale et les autres activités, biens et services (la médecine scolaire, l'orientation, la documentation, le transport, les fournitures, ...) constituent respectivement 5,3% de la dépense moyenne par élève.

Ce montant ne traduit pas les différences de coûts moyens par élève pour les divers niveaux d'enseignement qui s'expliquent principalement par des différences liées à l'encadrement en personnel enseignant et non enseignant. Ainsi, dans le 1^{er} degré, la dépense moyenne par élève est de 548 001 F.CFP, dans le 2nd degré de 1 289 580 F.CFP, et dans le supérieur de 1 298 063 F.CFP.

Composition de la dépense d'éducation moyenne par élève en 2004



Dépense moyenne par élève, par niveau en 2004



www.isee.nc

Venez visiter notre site.

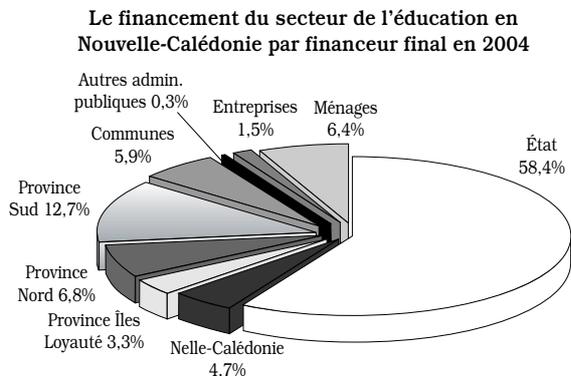
Sa mise à jour régulière vous informe sur l'évolution économique de la Nouvelle-Calédonie.

Avec plus de 40 milliards de F.CFP de financement l'État est le principal financeur de l'éducation en Nouvelle-Calédonie

Afin d'adapter le modèle métropolitain aux spécificités de la Nouvelle-Calédonie, les unités de financement retenues sont :

- l'État,
- la Nouvelle-Calédonie,
- les provinces, traitées distinctement,
- les communes,
- les "autres unités du secteur public" qui comprennent les chambres consulaires et les établissements publics de la Nouvelle-Calédonie pour leur cotisation à l'IFAP,
- les entreprises,
- les ménages.

Le financement public est largement prédominant puisqu'il représente plus de 90% des dépenses d'éducation après transferts sur les cinq années étudiées.



La notion de financement initial et de financement final sous-entend l'existence de transferts entre les différentes unités de financement. Par exemple, la dotation globale de construction et d'équipement des collèges constitue un transfert entre l'État et les provinces.

Si l'on étudie le **financement initial**, cette dotation sera affectée à l'État, qui la verse, déterminant ainsi la charge effectivement supportée par cet agent, tandis que les dépenses des provinces seront évaluées après déduction, entre autres, de la dotation reçue.

Si, en revanche, cette dotation est comptabilisée dans la dépense des provinces et retranchée de celle de l'État, on parlera de **financement final**, notion qui permet d'étudier la relation entre le dernier financeur (ici les provinces) et, soit le producteur, soit l'activité d'éducation.

Il en est de même pour les bourses d'études qui apparaissent en **financement initial** aux budgets des collectivités et en **financement final**, après leur transfert, au niveau des ménages (dernier financeur) qui les utilisent pour les besoins de scolarisation des élèves ou étudiants.

Le financement du secteur de l'éducation en 2004 en Nouvelle-Calédonie par financeur initial et financeur final

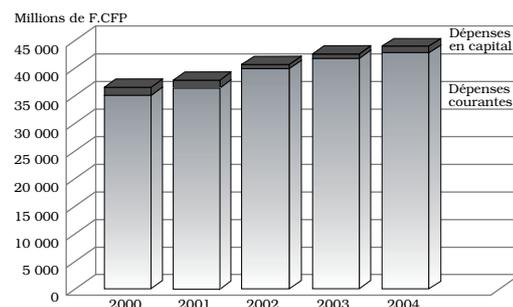
Unité : million de F.CFP

	Financement			
	initial	total (%)	final	total(%)
État	43 891	63,17	40 583	58,41
Nouvelle-Calédonie	2 999	4,32	3 259	4,69
Province Îles Loyauté	2 272	3,27	2 319	3,34
Province Nord	4 569	6,58	4 693	6,75
Province Sud	8 393	12,08	8 823	12,70
Communes	3 812	5,49	4 095	5,89
Autres unités du secteur public	238	0,34	238	0,34
TOTAL PUBLIC	66 174	95,24	64 008	92,13
Entreprises	1090	1,57	1 011	1,45
Ménages	2 216	3,19	4 461	6,42
TOTAL GENERAL	69 479		69 479	

L'État

L'État est le principal financeur de l'éducation en Nouvelle-Calédonie, puisque avec un financement après transferts de 40,6 milliards de F.CFP, sa part représente 58,4% du financement total en 2004. De plus, sa participation effective, c'est-à-dire son financement avant transferts aux autres agents, s'élève à 43,9 milliards de F.CFP, soit 63,2% de la dépense intérieure d'éducation en 2004. Le poids de l'État dans le financement de l'éducation s'explique par sa part prépondérante dans la prise en charge des rémunérations des personnels, premier poste de la dépense du système éducatif.

Financement final par l'État des activités d'éducation et des achats de biens et services liés



Sa participation relative au financement de l'éducation est stable sur les cinq années étudiées, avec un fléchissement lors des années 2002 et 2003, correspondant à un effort soutenu des provinces dans le domaine de la construction d'établissements (à noter qu'il existe des décalages entre ces dépenses de construction et le versement par l'État des dotations correspondantes). Néanmoins, les montants versés sont en progression (de 21,7% sur la période 2000 à 2004). Il s'agit essentiellement de dépenses courantes, les charges de personnel versées directement par l'État représentant plus de 80% de ces dépenses courantes.

Les transferts de l'État vers les autres agents sont constitués principalement de dotations pour les collèges et le transport scolaire, de participations à des contrats de plan et de bourses.

Le financement de l'Etat va principalement aux activités d'enseignement, en particulier à l'enseignement du 2nd degré. Rappelons toutefois que les dépenses pour l'activité de cantines et internats sont sous-évaluées au profit des dépenses pour les activités d'enseignement, puisque les sources d'informations disponibles ne font pas toujours la distinction entre ces activités.

En Nouvelle-Calédonie, l'Etat est compétent en matière d'enseignement supérieur, d'enseignement du 2nd degré public et privé (hors réalisation et entretien des collèges) et d'enseignement du 1^{er} degré privé. Il est également compétent en matière de santé scolaire, mais elle est assurée par les provinces auxquelles est versée une compensation.

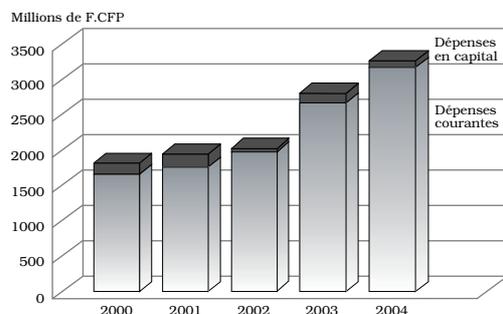
Financement final de l'État des activités d'éducation et des achats de biens et services liés

Unité : million de F.CFP		Activités d'enseignement	Activités annexes	Biens et services liés, autres	Total
2000	Dépenses courantes	30 208	1 905	223	32 337
	Dépenses en capital	1 218	141	0	1 359
	Dépenses totales	31 426	2 047	223	33 696
2001	Dépenses courantes	31 469	1 957	200	33 625
	Dépenses en capital	997	331	0	1 328
	Dépenses totales	32 467	2 288	200	34 954
2002	Dépenses courantes	34 302	2 212	288	36 802
	Dépenses en capital	304	378	34	716
	Dépenses totales	34 605	2 590	323	37 518
2003	Dépenses courantes	35 805	2 446	237	38 488
	Dépenses en capital	683	55	0	739
	Dépenses totales	36 488	2 501	237	39 227
2004	Dépenses courantes	36 681	2 569	243	39 493
	Dépenses en capital	1 061	29	0	1 090
	Dépenses totales	37 742	2 598	243	40 583

La Nouvelle-Calédonie

Avec 3,3 milliards de F.CFP en 2004, la part du financement final de la Nouvelle-Calédonie en faveur de l'éducation représente 4,7% de la dépense intérieure d'éducation. Cette participation enregistre une progression de 79,5% sur les cinq années étudiées, principalement sous l'influence de l'augmentation marquée des dépenses d'administration générale (+ 493 millions de F.CFP), de formation professionnelle continue (+ 421 millions), et d'enseignement supérieur (+ 203 millions).

Financement final par la Nouvelle-Calédonie des activités d'éducation et des achats de biens et services liés



Le financement initial de la Nouvelle-Calédonie s'élève à 3,0 milliards de F.CFP, il représente 4,3% de la dépense intérieure en 2004. Il est inférieur à son financement final, ce qui signifie que la Nouvelle-Calédonie bénéficie de transferts spécifiquement destinés à l'éducation de la part des autres agents (plus particulièrement de l'Etat et des entreprises).

Par ailleurs, l'Institut de Formation à l'Administration Publique (IFAP, précédemment IFPA) a été transféré de l'Etat à la Nouvelle-Calédonie en octobre 2003.

Les dépenses de la Nouvelle-Calédonie sont essentiellement des dépenses courantes.

Les activités d'enseignement constituent le premier poste de dépenses de la Nouvelle-Calédonie, en particulier, la formation professionnelle continue. En effet, elle est compétente en la matière et gère à ce titre un fonds qui lui est destiné. Ce fonds est alimenté par le biais de contrats de développement passés avec l'Etat, de versements par les entreprises au titre de leur obligation en matière de formation et par le budget de la Nouvelle-Calédonie.

La Nouvelle-Calédonie a également à sa charge des établissements d'enseignement post-baccalauréat : l'Institut de Formation des Professions Sanitaires et Sociales (IFPSS, précédemment CFPS et qui dispose maintenant de l'autonomie comptable) et l'Institut de Formation des Maîtres de Nouvelle-Calédonie (IFMNC).

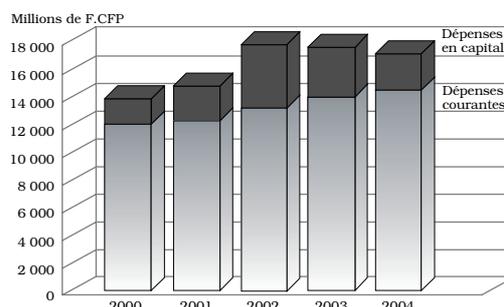
Financement final de la Nouvelle-Calédonie des activités d'éducation et des achats de biens et services liés

Unité : million de F.CFP		Activités d'enseignement	Activités annexes	Biens et services liés, autres	Total
2000	Dépenses courantes	1 204	134	317	1 656
	Dépenses en capital	71	2	88	160
	Dépenses totales	1 275	136	405	1 816
2001	Dépenses courantes	1 257	153	346	1 757
	Dépenses en capital	104	0	82	185
	Dépenses totales	1 361	153	428	1 942
2002	Dépenses courantes	1 372	232	362	1 967
	Dépenses en capital	47	0	0	47
	Dépenses totales	1 419	232	362	2 013
2003	Dépenses courantes	1 749	386	530	2 665
	Dépenses en capital	72	0	63	135
	Dépenses totales	1 822	386	592	2 800
2004	Dépenses courantes	1 869	631	668	3 167
	Dépenses en capital	37	3	52	92
	Dépenses totales	1 905	634	720	3 259

Les provinces

Le financement final des provinces en faveur de l'éducation s'élève à 15,8 milliards de F.CFP, soit 22,8% de la dépense intérieure d'éducation. Leurs dépenses augmentent de 23,5% entre 2000 et 2004, malgré deux diminutions successives enregistrées en 2003 et 2004 (-1,4% et -2,6%). Ces variations peuvent s'expliquer par l'effort consenti en matière de construction des collèges en 2001 et 2002, en particulier dans les provinces Iles Loyauté et Sud.

Financement final par les provinces des activités d'éducation et des achats de biens et services liés



La participation effective (avant transferts) des provinces à l'éducation, 15,2 milliards de F.CFP, est assez proche de leur participation finale. En effet, les provinces perçoivent au titre de l'éducation des transferts de l'État, mais effectuent également des transferts à l'attention des ménages sous forme de bourses.

Les activités d'enseignement constituent également le poste principal des dépenses d'éducation des provinces, en particulier les activités d'enseignement du 1^{er} degré (les provinces rémunèrent les enseignants du public) et les activités du 2nd degré 1^{er} cycle (les provinces financent la construction des collèges). Les dépenses en faveur des activités annexes sont relativement importantes en raison des charges liées aux internats provinciaux.

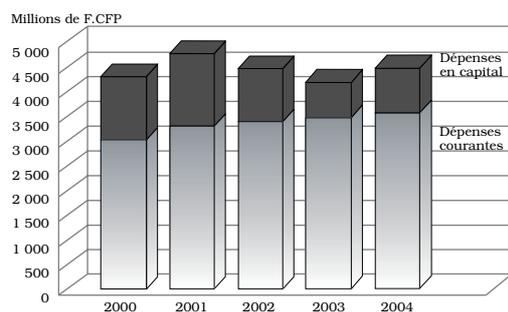
Financement final des provinces des activités d'éducation et des achats de biens et services liés

Unité : million de F.CFP		Activités d'enseignement	Activités annexes	Biens et services liés, autres	Total
2000	Dépenses courantes	7 610	3 387	123	11 120
	Dépenses en capital	1 240	453	9	1 702
	Dépenses totales	8 850	3 840	132	12 822
2001	Dépenses courantes	7 853	3 347	147	11 348
	Dépenses en capital	2 030	291	0	2 321
	Dépenses totales	9 883	3 638	147	13 668
2002	Dépenses courantes	8 374	3 681	186	12 241
	Dépenses en capital	3 644	602	0	4 246
	Dépenses totales	12 018	4 283	186	16 487
2003	Dépenses courantes	9 095	3 689	151	12 935
	Dépenses en capital	2 975	289	64	3 328
	Dépenses totales	12 070	3 978	215	16 263
2004	Dépenses courantes	9 335	3 855	207	13 397
	Dépenses en capital	1 672	699	65	2 437
	Dépenses totales	11 007	4 555	273	15 834

Les communes

La participation des communes en tant que financeur final à la dépense intérieure d'éducation représente 5,9% en 2004, soit 4,1 milliards de F.CFP. Entre 2000 et 2004, leurs dépenses progressent de 3,8%. On observe un pic de ces dépenses en 2001, correspondant à des dépenses importantes en capital. Les communes ont à leur charge la rémunération du personnel non enseignant et l'entretien des écoles publiques, ce qui explique que les activités d'enseignement et plus spécifiquement l'enseignement du 1^{er} degré représentent plus de la moitié de leurs dépenses.

Financement final par les communes des activités d'éducation et des achats de biens et services liés



A noter qu'en raison de la participation des communes aux coûts de transport scolaire, les biens et services liés représentent plus de 20% des dépenses communales en faveur de l'éducation.

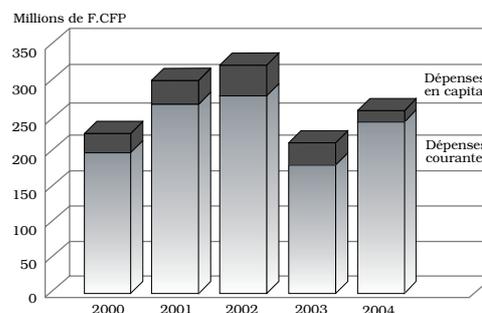
Financement final des communes des activités d'éducation et des achats de biens et services liés

Unité : million de F.CFP		Activités d'enseignement	Activités annexes	Biens et services liés, autres	Total
2000	Dépenses courantes	1 623	287	862	2 772
	Dépenses en capital	1 063	79	32	1 174
	Dépenses totales	2 685	366	894	3 946
2001	Dépenses courantes	1 801	316	907	3 024
	Dépenses en capital	1 303	20	23	1 346
	Dépenses totales	3 104	336	930	4 370
2002	Dépenses courantes	1 888	309	911	3 108
	Dépenses en capital	940	34	13	986
	Dépenses totales	2 827	343	923	4 093
2003	Dépenses courantes	2 016	287	874	3 177
	Dépenses en capital	628	29	0	657
	Dépenses totales	2 644	316	874	3 834
2004	Dépenses courantes	2 064	316	881	3 262
	Dépenses en capital	804	29	0	833
	Dépenses totales	2 868	345	881	4 095

Les autres administrations publiques

Il s'agit des établissements consulaires (Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre d'Agriculture et Chambre des Métiers) et des établissements publics territoriaux qui cotisent au titre de la formation professionnelle continue auprès de l'Institut de Formation à l'Administration Publique (IFAP).

Financement final par les autres administrations publiques des activités d'éducation et des achats de biens et services liés



La participation des "autres administrations publiques", après transferts, à la dépense intérieure d'éducation, représente 0,3% en 2004 avec 238 millions de F.CFP. Elle progresse par rapport à 2003 (+21,0%). La participation de ces administrations permet d'ajuster le niveau de financement des actions de formation, elle dépend donc des transferts des administrations. Les dépenses recensées sont plus particulièrement des dépenses courantes, mais il faut noter que la prise en charge par les établissements consulaires est sous-évaluée (en particulier les dépenses en capital) puisqu'il existe des dépenses communes aux autres activités de ces établissements qui ne sont pas prises en compte.

Ces administrations publiques ne financent que des activités d'enseignement, en particulier d'apprentissage qui sont produites par les centres de formation des apprentis des établissements consulaires.

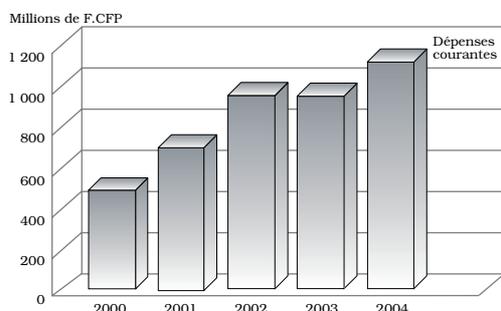
Financement final des autres administrations des activités d'éducation et des achats de biens et services liés

Unité : million de F.CFP		Activités d'enseignement	Activités annexes	Biens et services liés, autres	Total
2000	Dépenses courantes	183	0	0	183
	Dépenses en capital	25	0	0	25
	Dépenses totales	209	0	0	209
2001	Dépenses courantes	246	0	0	246
	Dépenses en capital	31	0	0	31
	Dépenses totales	277	0	0	277
2002	Dépenses courantes	257	0	0	257
	Dépenses en capital	40	0	0	40
	Dépenses totales	297	0	0	297
2003	Dépenses courantes	167	0	0	167
	Dépenses en capital	29	0	0	29
	Dépenses totales	197	0	0	197
2004	Dépenses courantes	223	0	0	223
	Dépenses en capital	15	0	0	15
	Dépenses totales	238	0	0	238

Les entreprises

La participation des entreprises est estimée à 1,0 milliard de F.CFP et représente 1,5% de la dépense intérieure d'éducation en 2004. Elle a plus que doublé depuis 2000, ce qui s'explique par la mise en place d'une taxe à l'apprentissage que les employeurs doivent verser au Trésor en fonction de leur masse salariale. Elle comprend également le financement de formations pour les employés, mais pas la prise en charge des rémunérations.

Financement final par les entreprises des activités d'éducation et des achats de biens et services liés



Le financement initial par les entreprises est supérieur à leur financement final, ce qui s'explique par les transferts vers la Nouvelle-Calédonie que constituent les versements auprès du Trésor.

Financement final des entreprises des activités d'éducation et des achats de biens et services liés

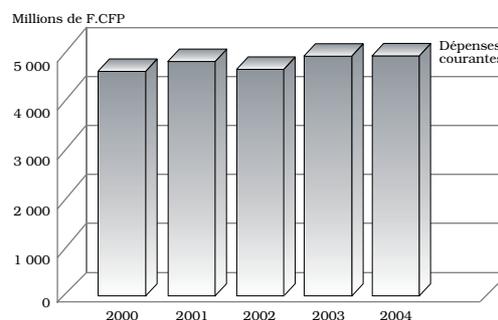
Unité : million de F.CFP		Activités d'enseignement	Activités annexes	Biens et services liés, autres	Total
2000	Dépenses courantes	437	3	0	440
	Dépenses en capital	0	0	0	0
	Dépenses totales	437	3	0	440
2001	Dépenses courantes	633	4	0	637
	Dépenses en capital	0	0	0	0
	Dépenses totales	633	4	0	637
2002	Dépenses courantes	858	3	0	861
	Dépenses en capital	0	0	0	0
	Dépenses totales	858	3	0	861
2003	Dépenses courantes	852	6	0	858
	Dépenses en capital	0	0	0	0
	Dépenses totales	852	6	0	858
2004	Dépenses courantes	1 005	6	0	1 011
	Dépenses en capital	0	0	0	0
	Dépenses totales	1 005	6	0	1 011

Les dépenses des entreprises concernent presque exclusivement la formation continue et l'apprentissage. L'évaluation de leurs dépenses en formation continue étant basée sur les déclarations auprès de la direction de la formation continue, elle est certainement sous-évaluée.

Les ménages

La participation des ménages au financement de l'éducation après transferts est de 4,5 milliards de F.CFP en 2004, représentant 6,4% de la dépense intérieure d'éducation, en stagnation par rapport à 2003.

Financement final par les ménages des activités d'éducation et des achats de biens et services liés



Leur participation effective, correspondant à leurs dépenses hors bourses, s'élève à 2,2 milliards de F.CFP en 2004 et représente 3,2% du financement total de l'éducation. Rappelons qu'il s'agit ici de la dépense intérieure d'éducation et que ne sont pas reprises les dépenses des ménages en dehors de la Nouvelle-Calédonie, pour lesquelles nous ne disposons pas d'informations. Par ailleurs, les financements gérés par les directions de l'enseignement privé sous contrat peuvent être réorientés, en fonction des besoins, vers d'autres activités ou établissements. Les dépenses de ces activités et établissements ne peuvent donc pas forcément être rapprochés des financements qu'ils reçoivent. Les activités annexes constituent le principal poste de dépenses des ménages (54,7% en 2004) en raison de l'importance des frais de cantines et internats. Les activités d'enseignement et les biens et services liés (fournitures, transport scolaire, ...) reçoivent des ménages un financement comparable (respectivement 23,9% et 21,4%). En 2004, les bourses versées par les provinces et l'Etat couvrent pour moitié (50,8%) les dépenses des ménages.

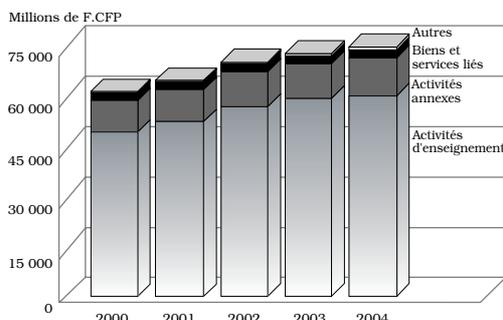
Financement final des ménages des activités d'éducation et des achats de biens et services liés

Unité : million de F.CFP		Activités d'enseignement	Activités annexes	Biens et services liés, autres	Total
2000	Dépenses courantes	907	2 394	871	4 172
	Dépenses en capital	0	0	0	0
	Dépenses totales	907	2 394	871	4 172
2001	Dépenses courantes	973	2 486	896	4 356
	Dépenses en capital	0	0	0	0
	Dépenses totales	973	2 486	896	4 356
2002	Dépenses courantes	994	2 287	929	4 209
	Dépenses en capital	0	0	0	0
	Dépenses totales	994	2 287	929	4 209
2003	Dépenses courantes	1 036	2 481	940	4 457
	Dépenses en capital	0	0	0	0
	Dépenses totales	1 036	2 481	940	4 457
2004	Dépenses courantes	1 066	2 442	953	4 461
	Dépenses en capital	0	0	0	0
	Dépenses totales	1 066	2 442	953	4 461

Sur les 69,5 milliards de F.CFP dépensés en 2004, 55,8 milliards (soit 80,4%) l'ont été pour financer des activités d'enseignement

Le solde (19,6%) a permis de financer l'organisation du système d'enseignement (administration générale, orientation et documentation pédagogique : 3,9 milliards de F.CFP), de favoriser la fréquentation scolaire (cantines et internats, médecine et transports scolaires : 7,8 milliards de F.CFP), de répondre aux demandes des institutions (achats de livres, fournitures scolaires, vêtements spécifiques : 1,1 milliard de F.CFP) et de rémunérer les personnels de l'éducation en formation (0,7 milliard de F.CFP).

Evolution de la dépense d'éducation par activité



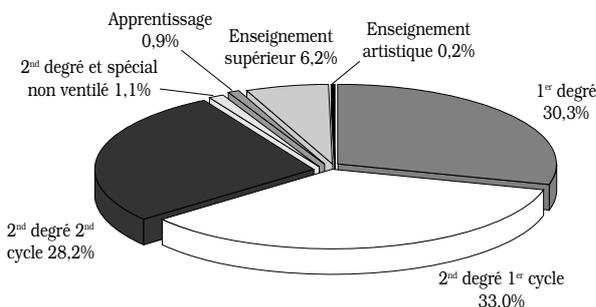
Les activités d'enseignement

Parmi les activités d'enseignement, qui représentent 80,4% des dépenses d'éducation en 2004, on peut distinguer l'enseignement scolaire de la formation extrascolaire.

L'enseignement scolaire

Le système scolaire recouvre des formations très diverses dont le caractère commun est l'existence d'un programme découpé en cycles annuels. Les dépenses en faveur de l'enseignement scolaire représentent 92,7% des dépenses d'enseignement en 2004, soit 51,7 milliards de F.CFP. Dans son ensemble, l'enseignement scolaire enregistre une progression de 21,2% de son financement entre 2000 et 2004.

Dépense d'enseignement scolaire par niveau en 2004

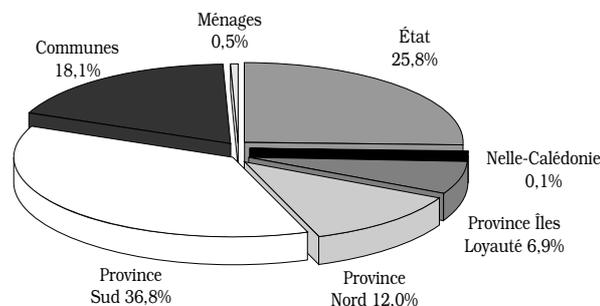


• L'enseignement du 1^{er} degré

Il comprend l'enseignement préélémentaire et l'enseignement élémentaire qui sont réalisés par deux producteurs : les établissements publics du 1^{er} degré et les établissements privés à financement public prédominant du 1^{er} degré, c'est-à-dire les écoles maternelles et primaires du public et du privé.

L'enseignement du 1^{er} degré représente 15,7 milliards de F.CFP en 2004, soit 30,3% des dépenses d'enseignement scolaire. Les compétences et prises en charge en matière d'enseignement du 1^{er} degré sont partagées, ce qui implique que beaucoup de financeurs interviennent. Ainsi, plus de la moitié des financements (55,6%) proviennent des provinces qui rémunèrent les enseignants du primaire public et participent au financement des dépenses de fonctionnement (personnel et matériel) dans le primaire privé. La part de l'Etat dans le financement s'élève à 25,8%, du fait de sa prise en charge de la rémunération des enseignants du primaire privé. Les communes sont chargées de la construction et de l'entretien des écoles et de la rémunération du personnel de service dans le primaire public. L'Etat et les provinces peuvent intervenir dans la construction d'établissements d'enseignement du privé à financement public prédominant dans le cadre de contrats de développement. La participation des ménages (0,5%) concerne le primaire privé. Notons que la Nouvelle-Calédonie est compétente en matière pédagogique et donc pour la formation des instituteurs de l'IFMNC (appartenant à l'enseignement supérieur dans les comptes de l'éducation) et finance des actions pédagogiques.

Financement de l'enseignement du 1^{er} degré en 2004



Les dépenses de personnel représentent 89,2% des dépenses de l'enseignement du premier degré en 2004, tandis que les autres dépenses de fonctionnement et les dépenses d'investissement représentent respectivement 4,0% et 6,8%.

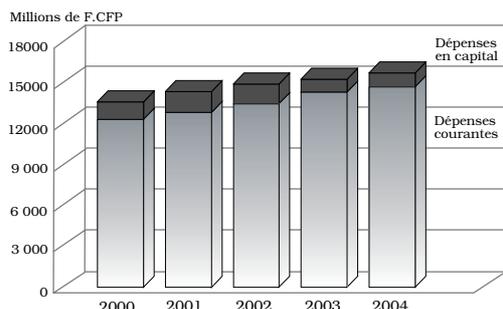
Enseignement du 1^{er} degré en 2004

Unité : million de F.CFP

Emplois		Ressources	
Coûts de production		Dépense courante des financeurs finals	
Personnel	14 013	Etat	4 052
Fonctionnement	627	Administrations locales	10 564
Epargne	48	Ménages	72
TOTAL	14 688	TOTAL	14 688
Investissement	1 064	Epargne	48
Capacité de financement	14	Dépense en capital des financeurs finals	
		Administrations locales	1 030
TOTAL	1 078	TOTAL	1 078

A noter que la capacité de financement que présente le compte de l'enseignement élémentaire provient de la gestion des établissements privés à financement public prédominant qui sont regroupés sous trois entités distinctes (ASEE, DDEC et FELP). Ces entités gérant plusieurs types d'établissements, elles effectuent des transferts de financement entre ces établissements, la capacité de financement dégagée alimente donc une autre activité d'éducation. Sur les cinq années étudiées, le total des financements destinés à l'enseignement du premier degré progresse de 15,7%.

Evolution des dépenses d'enseignement du 1^{er} degré



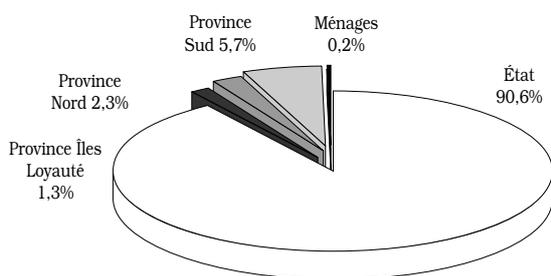
Avertissement : les informations relatives à l'enseignement spécialisé étant insuffisantes, les dépenses qui ont pu être isolées et qui apparaissent dans les tableaux en annexes ne sont pas reprises dans l'analyse qui suit. Par contre, les coûts individualisés sont calculés en incluant les effectifs de l'enseignement spécialisé. De même, dans l'enseignement du second degré second cycle la distinction entre général, technique et professionnel n'étant pas suffisamment rigoureuse, le second cycle est traité dans son ensemble.

• L'enseignement du 2nd degré 1^{er} cycle

Il est réalisé par les établissements publics du 2nd degré et les établissements privés à financement public prédominant du 2nd degré, c'est à dire les collèges publics et privés et les maisons familiales et rurales (MFR).

L'enseignement du 2nd degré 1^{er} cycle représente en 2004 17,1 milliards de F.CFP, soit 33,0% des dépenses d'enseignement scolaire. L'Etat, compétent en matière pédagogique, rémunère les enseignants du public et du privé à financement public prédominant et verse un forfait d'externat aux directions de l'enseignement privé (destiné au financement du personnel non enseignant et du matériel). Sa part du financement de l'enseignement du 2nd degré 1^{er} cycle est de 90,6%. Les provinces sont chargées de la gestion du personnel ainsi que de la construction, de l'entretien et de l'équipement des collèges et SEGPA et subventionnent les MFR. Leur part du financement du 2nd degré 1^{er} cycle représente 9,2% du financement total en 2004.

Financement de l'enseignement du 2nd degré 1^{er} cycle en 2004



Le financement par les ménages, qui concerne l'enseignement privé, est marginal (0,2%).

Les dépenses de personnel représentent 79,4% des dépenses de l'enseignement du 2nd degré 1^{er} cycle tandis que les autres dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital représentent respectivement 12,6% et 8,0%.

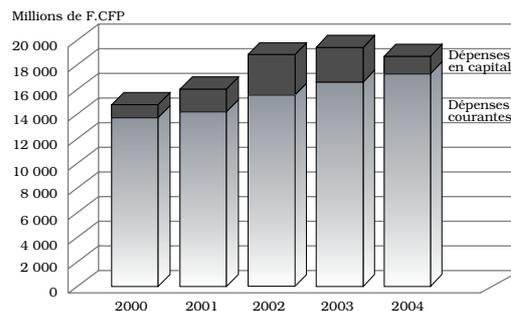
Enseignement du 2nd degré 1^{er} cycle en 2004

Unité : million de F.CFP

Emplois		Ressources	
Coûts de production		Dépense courante des financeurs finals	
Personnel	13 623	État	15 501
Fonctionnement	2 153	Administrations locales	261
Epargne	22	Ménages	37
TOTAL	15 798	TOTAL	15 798
		Epargne	22
Investissement	1 379	Dépense en capital des financeurs finals	
		État	-
Capacité de financement	-38	Administrations locales	1 320
TOTAL	1 341	TOTAL	1 341

Les financements en faveur de l'enseignement du 2nd degré 1^{er} cycle ont augmenté de 26,6% entre 2000 et 2004.

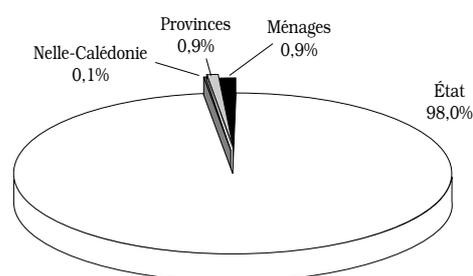
Evolution des dépenses d'enseignement du 2nd degré 1^{er} cycle



• L'enseignement du 2nd degré 2nd cycle

Les dépenses des financeurs en faveur de l'enseignement du 2nd degré 2nd cycle s'élèvent à 14,6 milliards de F.CFP en 2004, soit 28,2% des dépenses en faveur de l'enseignement scolaire. L'Etat finance cette activité à hauteur de 98,0%, puisqu'il rémunère les personnels enseignants et non enseignants du public, les personnels enseignants du privé, finance la construction et l'entretien des lycées et ALP du public et contribue au fonctionnement des lycées privés. Le financement de l'enseignement du 2nd degré 2nd cycle par les collectivités locales (1,0%) correspond à des aides financières pour le tutorat et l'accompagnement, à des subventions aux MFR ou à des participations à la construction d'établissements privés dans le cadre de contrats de développement.

Financement de l'enseignement du 2nd degré 2nd cycle en 2004



La participation des ménages concerne l'enseignement privé.

Les dépenses de personnel représentent 77,4% du total, les autres dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital représentant 16,4% et 6,3%.

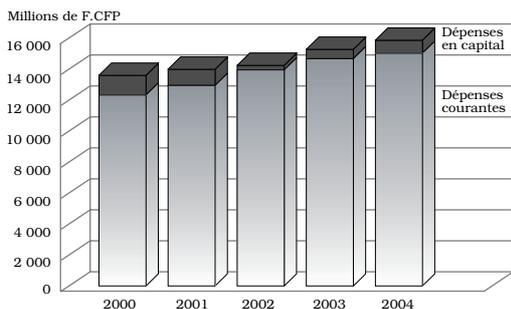
Enseignement du 2nd degré 2nd cycle en 2004

Unité : million de F.CFP

Emplois		Ressources	
Coûts de production		Dépense courante des financeurs finals	
Personnel	11 337	État	13 605
Fonctionnement	2 401	Administrations locales	96
Épargne	99	Ménages	136
TOTAL	13 837	TOTAL	13 837
Investissement		Épargne	
	917	99	
Capacité de financement -45		Dépense en capital des financeurs finals	
		État	713
		Administrations locales	60
TOTAL	872	TOTAL	872

Les dépenses des financeurs en faveur de l'enseignement du 2nd degré 2nd cycle progressent de 16,8% entre 2000 et 2004. De manière générale, les dépenses en capital des financeurs sont en diminution sur la période étudiée.

Evolution des dépenses d'enseignement du 2nd degré 2nd cycle



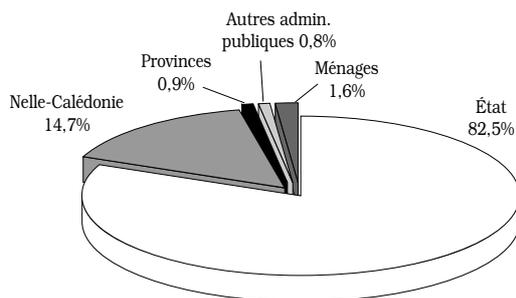
• L'enseignement supérieur

L'activité d'enseignement supérieur représente 6,2% des dépenses en faveur de l'enseignement scolaire avec 3,2 milliards en 2004, ce montant concernant toutes les formations de type scolaire de niveau supérieur au baccalauréat.

L'organisation des études est variée en fonction des filières suivies et les producteurs d'enseignement supérieur sont divers. Certains établissements dépendent de l'Etat qui représente 82,5% du financement de l'enseignement supérieur : l'Université de la Nouvelle-Calédonie (UNC), l'Institut Universitaire de Formation des Maîtres du Pacifique (IUFM) et les lycées publics et privés pour les classes supérieures des lycées (BTS et classes préparatoires aux grandes écoles). D'autres dépendent de la Nouvelle-Calédonie qui finance 14,7% de l'activité : l'Institut de Formation des Maîtres de Nouvelle-Calédonie (IFMNC) et l'Institut de Formation des Professions Sanitaires et Sociales (IFPSS).

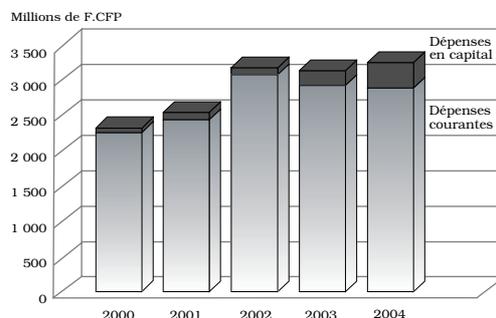
L'Ecole de Gestion et de Commerce (EGC) est gérée par un organisme consulaire (la CCI) qui représente 0,3% des dépenses de l'activité d'enseignement supérieur. Enfin, l'Ecole Normale de l'Enseignement Privé (ENEP) dépend de la Direction Diocésaine de l'Ecole Catholique (DDEC) et est financée conventionnellement par l'Etat. La participation des ménages (1,6%) correspond à des frais d'inscription.

Financement de l'enseignement supérieur en 2004



Sur les quatre années étudiées, les dépenses des financeurs en faveur de l'enseignement supérieur progressent de 40,2%.

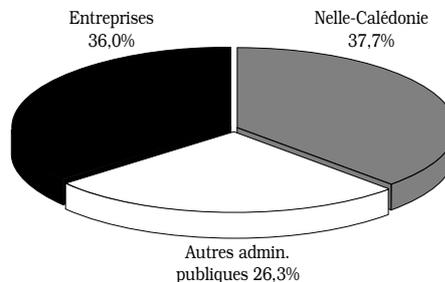
Evolution des dépenses d'enseignement supérieur



• L'apprentissage

L'activité d'apprentissage du compte de l'éducation de Nouvelle-Calédonie représente 468 millions de F.CFP, soit 0,9% des dépenses d'enseignement scolaire en 2004. Elle comprend les formations dispensées dans les centres de formation d'apprentis des chambres consulaires (Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre des Métiers et Chambre d'Agriculture) et ne comprend pas la formation dispensée sur le lieu de travail. La rémunération des apprentis ne fait pas partie des dépenses pour cette activité.

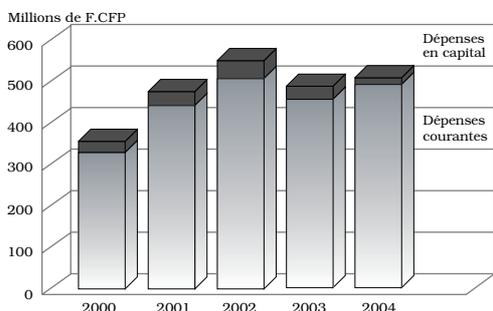
Financement de l'apprentissage en 2004



Les CFA sont gérés par les chambres consulaires qui les financent directement (26,3%) ou par le biais de participations spécifiques de la Nouvelle-Calédonie pour le fonctionnement de leurs sections de formation d'apprentis (37,7%), mais également grâce à la taxe d'apprentissage payée par les entreprises (36,0%) qui a été mise en place en 2001.

Les dépenses des financeurs en faveur de l'apprentissage augmentent de 4,2% en 2004 et globalement de 42,4% depuis 2000.

Evolution des dépenses d'apprentissage



• **L'enseignement artistique**

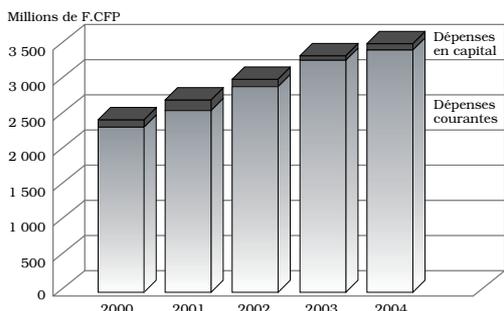
Le seul établissement retenu en tant que dispensateur d'enseignement artistique est le Conservatoire de musique (anciennement Ecole Territoriale de Musique), l'Ecole d'Art étant fermée depuis 2003. Les informations relatives à ce type d'enseignement étant insuffisantes, il n'est pas analysé.

La formation extrascolaire

• **La formation professionnelle continue**

L'activité de formation professionnelle continue représente 3,2 milliards de F.CFP en 2004, soit 5,8% de l'ensemble des dépenses d'enseignement. Cette activité rassemble l'ensemble des actions de formation continue à destination des actifs occupés ou inoccupés, y compris la formation professionnelle continue interne aux administrations et aux entreprises. La rémunération des personnels en stage de formation continue n'est pas considérée, dans le compte de l'éducation, comme une dépense de formation. L'activité de formation professionnelle continue est réalisée par différents producteurs : les établissements du 2nd degré (en particulier par l'intermédiaire des groupements d'établissements, les GRETA), l'UNC (cette activité n'étant pas pour l'heure isolée de l'activité d'enseignement supérieur), les établissements gérés par les organismes consulaires, les centres de formation interne des administrations et des entreprises, les établissements publics de formation extrascolaire (par exemple l'ETFPA) et les autres établissements privés pour les formations organisées par des associations ou des organismes privés spécialisés (par exemple le Centre de Formation aux Techniques de la Mine et des Carrières).

Evolution des dépenses de formation professionnelle continue



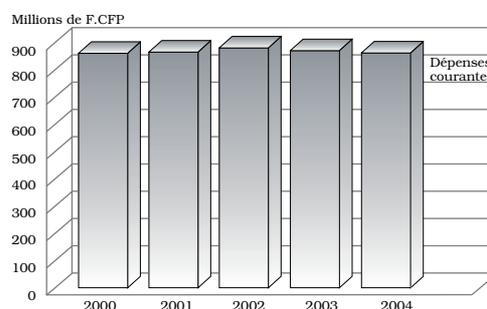
Les dépenses de formation professionnelle continue sont constituées à 97,4% de dépenses courantes. Leur progression annuelle est régulière sur les cinq années et aboutit à une augmentation de 44,1% entre 2000 et 2004.

• **Les autres formations de type extrascolaire**

Les dépenses en faveur de l'activité « autres formations de type extrascolaire » sont estimées à 780 millions de F.CFP en 2004, représentant 1,4% de l'ensemble des dépenses d'enseignement. Cette activité regroupe les données relatives à des enseignants ayant le statut de profession libérale et les activités du CNAM et des centres associés.

En l'absence de données précises, les dépenses recensées ont été classées en dépenses courantes. Elles sont stables sur les cinq années étudiées.

Evolution des dépenses des autres formations de type extrascolaire

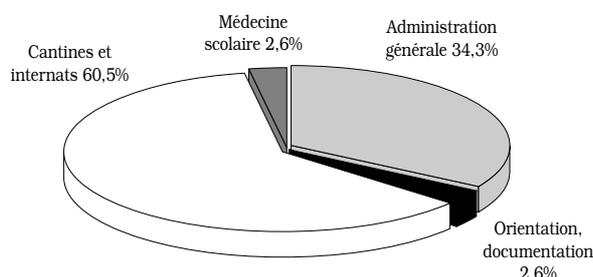


Les dépenses qui n'entrent pas dans les comptes de l'éducation : Les opérations de la Mission Formation qui sont menées sur le territoire sont comptabilisées dans les comptes de l'éducation, mais certaines opérations en faveur d'étudiants calédoniens sont menées en métropole. Ainsi, l'Etat finance des bourses aux bénéficiaires du programme « Cadre Avenir », pour près de 500 millions de F.CFP en 2004. La rémunération des stagiaires et les primes des maîtres de stage ne sont pas reprises dans les comptes de l'éducation, or elles constituent un effort notable des collectivités pour inciter à la formation. En 2004 la Nouvelle-Calédonie a versé environ 377 millions sous forme de primes aux maîtres d'apprentissage et aux entreprises accueillant des contractuels en formation ainsi que de charges sociales et rémunérations de stagiaires et apprentis.

Les activités annexes

Il s'agit d'activités caractéristiques du domaine, c'est-à-dire qu'elles concourent directement à la production des biens et services qui assurent indirectement la transmission et l'acquisition des connaissances.

Dépenses pour les activités annexes, par activité, en 2004



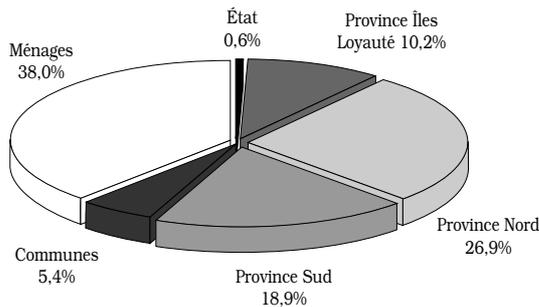
Dans leur ensemble, les activités annexes représentent 10,6 milliards de F.CFP en 2004, soit 15,2% de la dépense intérieure d'éducation.

• **Les cantines et internats**

Cette activité regroupe l'ensemble des activités de restauration et d'hébergement à l'intention des élèves du primaire et du secondaire. Elle constitue le premier poste de dépenses parmi les activités annexes d'éducation (60,5%) avec 6,4 milliards de F.CFP. La production de l'activité de cantines est attribuée aux établissements d'enseignement que fréquentent les élèves et les activités des internats publics sont attribuées aux établissements publics du 2nd degré. L'activité de cantines gérée par des associations n'a pu être évaluée.

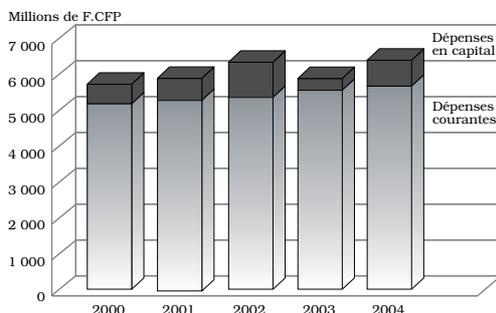
Les provinces, qui gèrent les internats provinciaux et subventionnent les internats et cantines des établissements privés, constituent le principal financeur de cette activité (56,0 %). Les communes gèrent les cantines du public, parfois par l'intermédiaire de caisses des écoles, contribuant ainsi à hauteur de 5,4% au financement de l'activité. Les ménages financent 38% des cantines et internats, mais ils perçoivent à ce titre des bourses provinciales.

Financement de l'activité de cantines et internats en 2004



Contrairement aux autres activités annexes de l'éducation, l'activité de cantines et internats nécessite des dépenses en capital notables, même si l'on observe une diminution de ce type de dépenses en 2003. Dans leur ensemble, les financements en faveur de cette activité augmentent de 11,7% entre 2000 et 2004.

Evolution des dépenses de cantines et internats

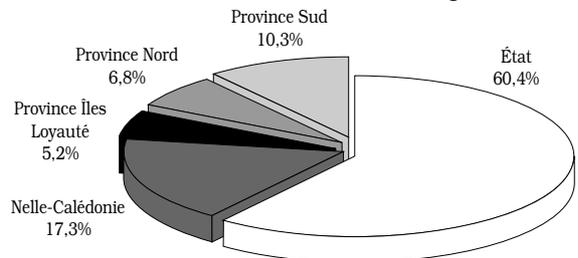


• **L'administration générale**

Elle regroupe les activités des services administratifs dont l'objet est d'organiser et de réglementer les systèmes d'enseignement : Vice-Rectorat, services spécialisés des collectivités locales, directions de l'enseignement privé. Cette activité représente 34,3% des dépenses en activités annexes en 2004 avec 3,6 milliards de F.CFP.

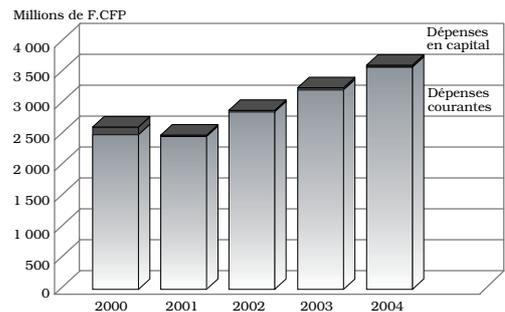
L'Etat est le principal financeur de l'administration générale puisqu'il représente 60,4% de son financement total. Suivent les provinces avec 22,4% du financement puis la Nouvelle-Calédonie (17,3%). Certaines communes disposent de services spécifiquement affectés à l'éducation, mais leurs dépenses ne sont pas isolées.

Financement de l'activité d'administration générale en 2004



Les dépenses d'administration générale progressent de 38,0% entre 2000 et 2004, ce qui peut s'expliquer par le transfert des compétences de l'Etat vers la Nouvelle-Calédonie de l'enseignement du 1^{er} degré.

Evolution des dépenses d'administration générale

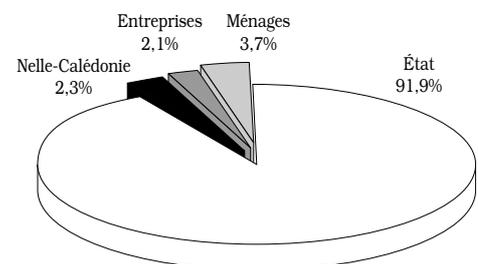


• **L'orientation scolaire et la documentation pédagogique**

Ces activités ne représentent que 2,6% des dépenses en faveur des activités annexes d'éducation, soit 272 millions de F.CFP. L'activité d'orientation correspond à l'activité du Centre d'Information et d'Orientation (CIO) qui est un service extérieur du Vice-Rectorat de Nouvelle-Calédonie. Cet organisme a pour but d'informer les élèves, les étudiants et les familles sur les différentes filières d'enseignement et sur leurs débouchés. L'activité de documentation pédagogique est assurée par le Centre de Documentation Pédagogique de Nouvelle-Calédonie (CDP-NC), établissement public national qui fournit aux acteurs du système éducatif des prestations et des services de documentation, d'édition, d'ingénierie éducative, d'arts et de culture.

L'Etat finance presque totalement ces activités (91,9%),

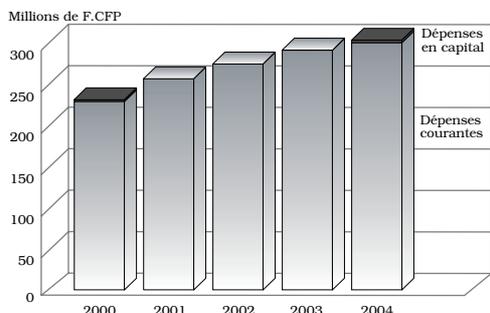
Financement de la documentation et de l'orientation en 2004



la participation des entreprises et des ménages correspondant à des achats auprès du CDP-NC, celle de la Nouvelle-Calédonie à des subventions.

Les dépenses dans le cadre de ces activités, qui sont presque exclusivement des dépenses courantes, augmentent de 31,9% entre 2000 et 2004.

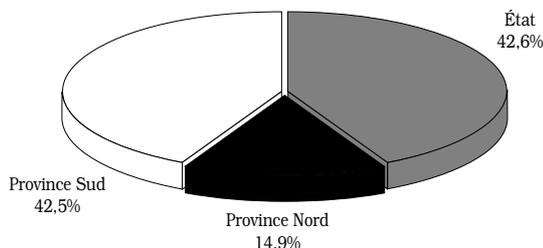
Evolution des dépenses d'orientation et de documentation



• La médecine scolaire

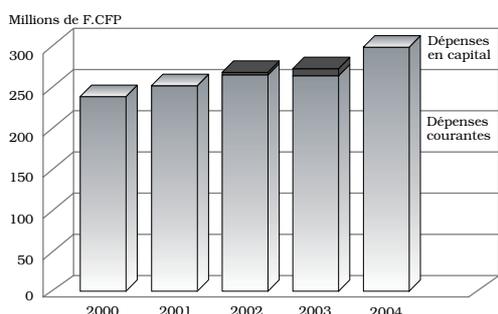
L'activité de médecine scolaire entraîne une dépense de 272 millions de F.CFP en 2004 qui représente 2,6% des dépenses en activités annexes. Cette dépense correspond à l'organisation de visites médicales préventives et à la rémunération de médecins et d'infirmières (le fonctionnement des infirmeries n'a pu être isolé). Le présent compte n'évalue des dépenses de médecine scolaire que pour les établissements du premier degré publics et privés et du 2nd degré public. La province des Iles Loyauté n'a pas communiqué d'estimation de ses dépenses en matière de médecine scolaire.

Financement de la médecine scolaire en 2004



La médecine scolaire relève de la compétence de l'Etat, cependant il ne la finance qu'à hauteur de 42,6%. En effet, en ce qui concerne le primaire cette compétence a été déléguée aux directions provinciales de l'action sanitaire et sociale. A ce titre, l'Etat leur verse une compensation (sur la base d'un coût par élève en métropole), que les provinces jugent inférieure à leurs coûts puisqu'elle ne recouvrerait que 57,4% de leurs dépenses totales.

Evolution des dépenses de médecine scolaire

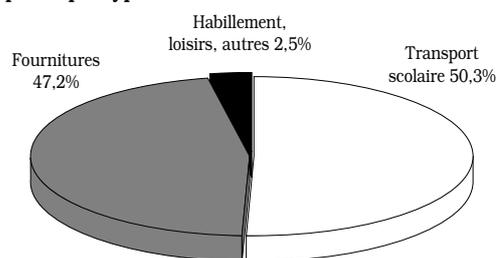


La dépense en médecine scolaire a augmenté de 25,6% sur les cinq années étudiées.

Les biens et services "connexes"

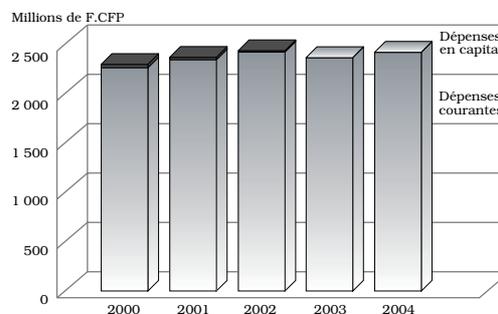
Dans leur ensemble, ces biens et services représentent 2,2 milliards de F.CFP, soit 3,2% de la dépense intérieure d'éducation en 2004. Le transport scolaire est le premier poste de dépenses en biens et services connexes (50,3%), suivi par les livres et fournitures scolaires (47,2%).

Dépense par type de biens et services connexes en 2004



En finalité, les ménages sont les principaux financeurs des biens et services liés à l'éducation, avec 43,0% du financement, en raison principalement de leurs dépenses en fournitures scolaires. Les communes, qui organisent le transport scolaire et reçoivent à ce titre une dotation de l'Etat, représentent 39,7% du financement.

Evolution des dépenses en biens et services liés



Les dépenses en biens et services liés sont essentiellement des dépenses courantes. Elles progressent de 5,4% sur les cinq années étudiées.

62,2% des financements du secteur de production sont destinés aux établissements publics d'enseignement

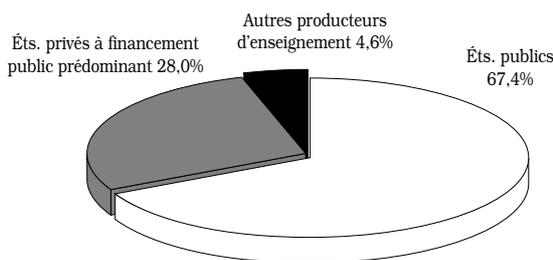
Les unités de production sont les unités économiques qui produisent une ou plusieurs activités "caractéristiques" du domaine, sans pour autant que ce soit nécessairement les seules activités qu'elles exercent. Leurs ressources proviennent pour tout ou partie des sommes reçues des financeurs du domaine. On peut repérer deux grandes catégories de producteurs : les producteurs d'enseignement, qui effectuent au moins une activité d'enseignement, et les autres producteurs qui réalisent d'autres activités propres au domaine, bien qu'elles ne soient pas d'enseignement.

Avertissements : il convient de distinguer le financement des producteurs du domaine de l'éducation (c'est-à-dire les dépenses des financeurs) de la dépense des producteurs. La dépense intérieure d'éducation correspond à l'ensemble des dépenses des financeurs. Par hypothèse et pour des raisons liées aux sources d'information, on considère que les dépenses de certains producteurs correspondent aux financements reçus (c'est le cas pour les écoles, collèges et lycées publics par exemple). Les données concernant la production des activités artistiques et de formation professionnelle continue étant insuffisantes (cf. la colonne "non ventilé"), les producteurs d'enseignement artistique et de formation extrascolaire ne sont pas étudiés. Les comparaisons de coûts moyens par élève sont délicates, car les dépenses prises en compte par les différents producteurs, en particulier entre les producteurs privés et publics ne sont pas homogènes. De plus, les services rendus entre administrations ne sont pas facturés et n'entre donc pas dans les dépenses des établissements publics.

Les producteurs d'enseignement

Les producteurs d'enseignement perçoivent 92,4% du financement du secteur de production du domaine en 2004, c'est-à-dire 61,6 milliards de F.CFP

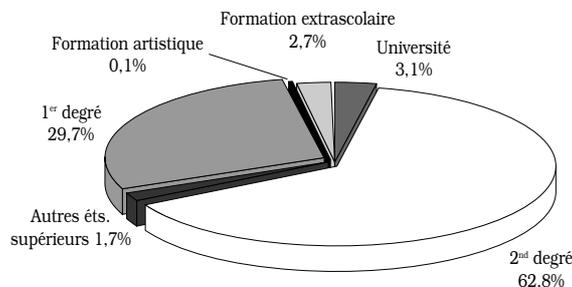
Financement des producteurs d'enseignement, par type de producteur en 2004



Les établissements publics

Ils comprennent les établissements ayant une autonomie comptable et un statut juridique d'établissement public ainsi que les établissements non autonomes dépendant des collectivités locales. Dans leur ensemble, ils perçoivent 41,5 milliards de F.CFP.

Répartition des financements entre les établissements publics d'enseignement en 2004



• **Les établissements publics du 1° degré**

Il s'agit des maternelles et écoles primaires publiques qui ont des activités d'enseignement du 1° degré, de cantines et internats et de médecine scolaire. Leur financement s'élève à 12,3 milliards de F.CFP en 2004, soit 29,7% du financement total des établissements publics d'enseignement.

Les dépenses de personnel représentent 84,8% du total des dépenses des établissements public du premier degré, contre 8,3% pour les autres dépenses de fonctionnement et 6,9% pour les dépenses en capital, en 2004.

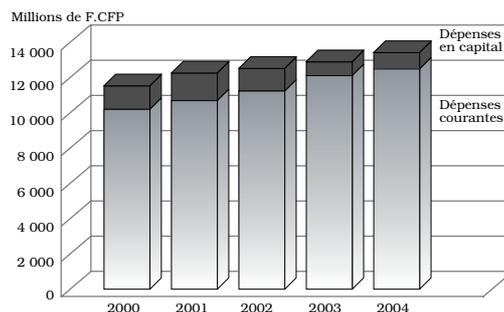
Établissements publics du 1° degré en 2004

Unité : million de F.CFP

Emplois		Ressources	
Coûts de production		Dépense courante des financeurs finals	
Personnel	10 435	État	72
Fonctionnement	1 021	Administrations locales	10 812
		Ménages	571
TOTAL	11 456	TOTAL	11 456
Investissement	852	Dépense courante des financeurs finals	
		État	0
		Administrations locales	852
TOTAL	852	TOTAL	852

On observe que le total des dépenses en faveur des écoles publiques augmente de 16,4% entre 2000 et 2004, en dépit d'une nette contraction des dépenses en capital.

Evolution des dépenses des établissements publics du 1° degré



• **Les établissements publics du 2nd degré**

Il s'agit des collèges, lycées, lycées professionnels publics et leurs antennes et des MFR. Ils ont des activités d'enseignement du 2nd degré (1^{er} et 2nd cycles), d'enseignement supérieur (classes supérieures des lycées), de formation professionnelle continue (GRETA), de cantines et internats et de médecine scolaire. Il s'agit de la principale catégorie d'établissements publics d'enseignement en termes de coûts (62,8% de la dépense) avec 26,1 milliards de F.CFP en 2004.

Établissements publics du 2nd degré en 2004

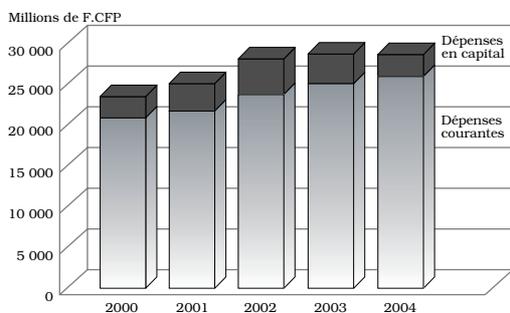
Unité : million de F.CFP

Emplois		Ressources	
Coûts de production		Dépense courante des financeurs finals	
Personnel	19 896	État	21 142
Fonctionnement	3 712	Administrations locales	1 496
		Entreprises	11
		Ménages	959
TOTAL	23 608	TOTAL	23 608
Investissement		Dépense en capital des financeurs finals	
	2 447	État	720
		Administrations locales	1 727
TOTAL	2 447	TOTAL	2 447

Les dépenses de personnel représentent 76,4% du total des dépenses des établissements publics du 2nd degré en 2004, les autres dépenses de fonctionnement 14,2% et les dépenses d'investissement 9,4%.

Dans l'ensemble, les établissements publics du 2nd degré perçoivent 39,1% du financement en faveur du secteur de production en 2004. Leur coût progresse de 22,0% entre 2000 et 2004.

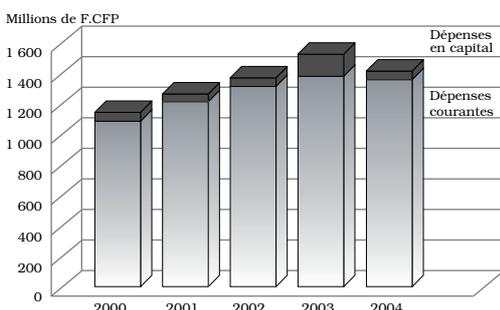
Evolution des dépenses des établissements publics du 2nd degré



• **L'Université de la Nouvelle-Calédonie**

Les chiffres concernant l'Université de la Nouvelle-Calédonie ne correspondent pas aux comptes présentés par celle-ci, en effet certains coûts sont directement pris en charge par les collectivités, en particulier certaines rémunérations par l'Etat.

Evolution des dépenses des financeurs en faveur de l'Université de la Nouvelle-Calédonie



Ainsi, l'ensemble des financements liés aux activités de l'Université s'élèvent à 1,3 milliard de F.CFP.

Les dépenses de personnel représentent 79,5% du total des coûts liés à la production de l'Université de la Nouvelle-Calédonie en 2004, les autres dépenses de fonctionnement 14,6% et les dépenses d'investissement 5,8%.

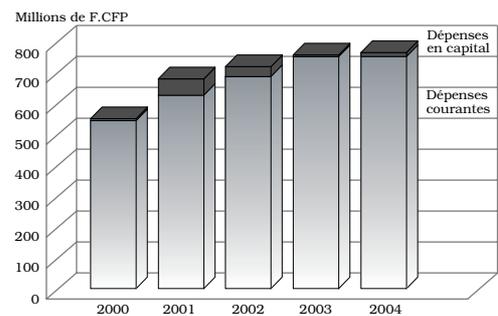
Les financements perçus par l'Université de Nouvelle-Calédonie progressent de 23,6% sur les cinq années étudiées, en dépit d'une diminution des financements en 2004.

• **Les autres établissements publics d'enseignement supérieur**

Cette catégorie de producteurs correspond à l'IUFM et à l'IFMNC. En 2004, elle représente une dépense de 696 millions de F.CFP de la part des financeurs.

Les dépenses en personnel des autres établissements publics d'enseignement supérieur représentent, pour 2004, 74,0% du total des dépenses, les autres dépenses de fonctionnement représentent 21,3% et les dépenses d'investissement 4,7%.

Evolution des dépenses des financeurs en faveur des autres établissements public d'enseignement supérieur



Les financements perçus par ces établissements progressent de 39% sur les cinq années étudiées.

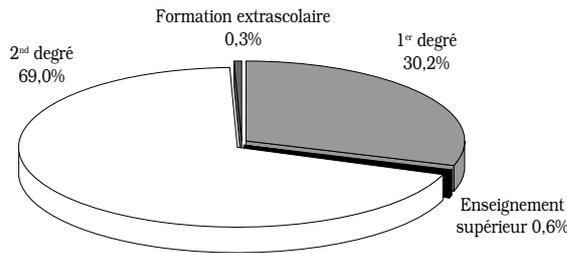
Les établissements privés à financement public prédominant

Avertissements : En l'absence de renseignements précis sur les investissements, ceux-ci ont été évalués et ventilés arbitrairement.

Ils sont constitués par des établissements de droit privé dont plus de la moitié des ressources provient des administrations publiques.

Les écoles, collèges, lycées privés ainsi que l'ENEP font partie des directions de l'enseignement privé : la Direction Diocésaine de l'Ecole Catholique (DDEC), l'Alliance Scolaire de l'Eglise Evangélique (ASEE) et la Fédération de l'Enseignement Libre Protestant (FELP). Les Maisons Familiales et Rurales (MFR) appartiennent également à cette catégorie d'établissements. L'ensemble de ces établissements représente pour 2004 un financement de 17,2 milliards de F.CFP.

Répartition des financements entre les éta. privés à financement public prédominant d'enseignement en 2004



• Les établissements privés du 1^{er} degré

Il s'agit des maternelles et écoles primaires privées qui ont des activités d'enseignement du premier degré, de cantines et internats et de médecine scolaire. Leur financement s'élève à 5,2 milliards de F.CFP en 2004, soit 30,2% du financement total en faveur des établissements privés à financement public prédominant.

Les coûts des écoles privées sont constitués à 85,7% de coûts de personnel, à 7,7% des autres dépenses de fonctionnement et à 6,5% d'investissements.

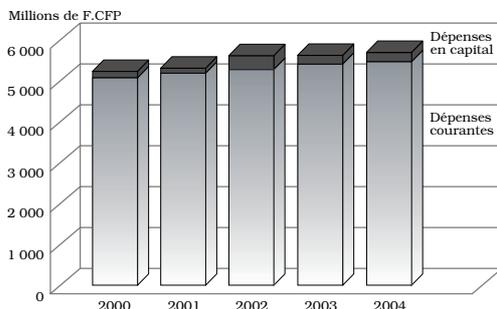
Établissements privés à financement public prédominant du 1^{er} degré en 2004

Unité : million de F.CFP

Emplois		Ressources	
Coûts de production		Dépense courante des financeurs finals	
Personnel	4 416	État	3 979
Fonctionnement	399	Administrations locales	578
Épargne	182	Ménages	440
TOTAL	4 997	TOTAL	4 997
Investissement		Épargne	
	335	Dépense en capital des financeurs finals	182
		État	-
		Administrations locales	207
Capacité de financement	54		
TOTAL	389	TOTAL	389

Les financements destinés aux établissements privés à financement public prédominant du premier degré ont progressé de 8,8% entre 2000 et 2004.

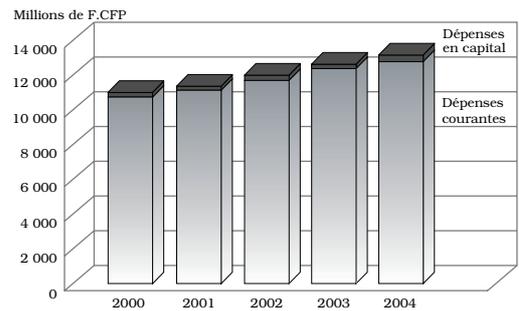
Evolution des dépenses des financeurs en faveur des éta. privés du 1^{er} degré



• Les établissements privés du 2nd degré

Il s'agit des collèges et lycées privés de la DDEC, de l'ASEE et de la FELP, mais également des MFR. Ils ont des activités d'enseignement du 2nd degré 1^{er} et 2nd cycles, d'enseignement supérieur (BTS), de cantines et internats et de médecine scolaire. Ils constituent le principal poste de dépenses sur l'ensemble des établissements privés à financement public prédominant (69,0%) avec 11,9 milliards de F.CFP en 2004.

Evolution des dépenses des financeurs en faveur des éta. privés du 2nd degré



Les dépenses de personnel représentent 77,7% des coûts de production des établissements privés du 2nd degré, les autres dépenses de fonctionnement et les dépenses d'investissement représentent respectivement 16,4% et 6,0%.

Établissements privés à financement public prédominant du second degré en 2004

Unité : million de F.CFP

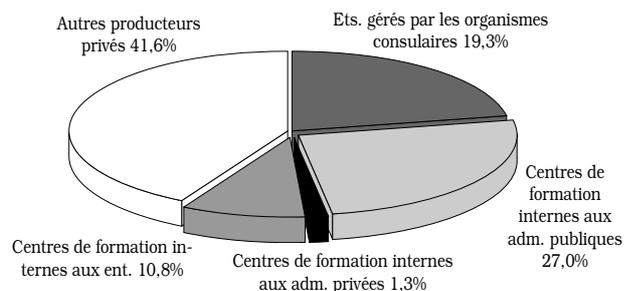
Emplois		Ressources	
Coûts de production		Dépense courante des financeurs finals	
Personnel	9 272	État	9 380
Fonctionnement	1 952	Administrations locales	1 467
Épargne	317	Ménages	694
TOTAL	11 541	TOTAL	11 541
Investissement		Épargne	
	716	Dépense en capital des financeurs finals	317
		État	3
		Administrations locales	343
Capacité de financement	-53		
TOTAL	663	TOTAL	663

Les financements perçus par ces établissements progressent de 19,6% entre 2000 et 2004.

Les autres producteurs d'enseignement

Ce type de producteurs comprend les établissements gérés par les établissements consulaires qui ont des activités de formation, d'apprentissage et d'enseignement supérieur, les centres de formation internes aux administrations publiques et privées et aux entreprises qui regroupent des unités internes à ces agents et les autres producteurs privés.

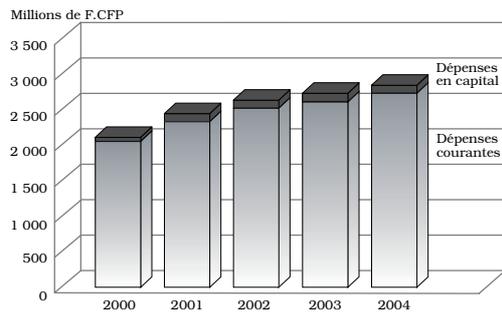
Répartition des financements entre les éta. publics d'enseignement en 2004



Dans leur ensemble, ils perçoivent 4,3% des financements en faveur des producteurs du domaine en 2004, soit 2,8 milliards de F.CFP.

Entre 2000 et 2004, les financements qui leur sont destinés augmentent de 34,7 %.

Evolution des dépenses des financeurs en faveur des autres producteurs d'enseignement



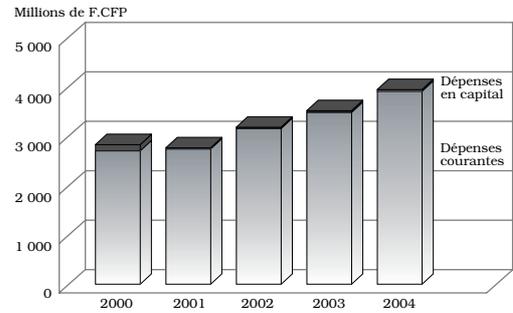
Les autres producteurs du domaine

Il s'agit de l'Etat, des administrations publiques locales, des grands établissements publics et des directions de l'enseignement privé pour les actions de ces unités (administration générale, orientation, documentation pédagogique).

Ces producteurs perçoivent 5,3% du financement total des producteurs du domaine en 2004, c'est-à-dire 4,0 milliards de F.CFP.

Les financements qui leur sont destinés augmentent de 39,4% sur la période 2000 à 2004.

Evolution des dépenses des financeurs en faveur des autres producteurs du domaine



Tableaux du compte de l'éducation

Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2004	19	Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2002	33 à 35
Dépenses courantes	19	Financement du secteur de production en 2002	36 à 38
Dépenses en capital	20	Transferts entre les unités de financement en 2002	39
Dépenses totales	21	Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2001	40 à 42
Financement du secteur de production en 2004	22	Financement du secteur de production en 2001	43 à 45
Dépenses courantes	22	Transferts entre les unités de financement en 2001	46
Dépenses en capital	23	Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2000	47 à 49
Dépenses totales	24	Financement du secteur de production en 2000	50 à 53
Transferts entre les unités de financement en 2004	25	Transferts entre les unités de financement en 2000	54
Dépenses courantes	25		
Dépenses en capital	25		
Dépenses totales	25		
Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2003	26 à 28		
Financement du secteur de production en 2003	29 à 31		
Transferts entre les unités de financement en 2003	25		

Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2004

Dépenses courantes (personnel et fonctionnement)
(dépenses des financeurs finals)

Unité : million de F.CFP	Enseignement scolaire										TOTAL Activités d'enseignement	
	1 ^{er} degré	2 nd degré 1 ^{er} cycle	2 nd degré gal. et technologique	2 nd degré professionnel	2 nd degré non ventilé	Spécial non ventilé	Apprentissage	Enseignement supérieur	Enseignement artistique	Formation Profes- sionnelle continue		Formation extrascolaire Autre extrascolaire
État	4 052	15 501	8 875	4 730	582			2 334		603	4	36 681
Coll. territoriales :												
Nouvelle-Calédonie	14		21				176	442	56	1 117	43	1 869
Provinces :												
Iles Loyauté	946	24	1	10				10		89		1 080
Nord	1 802	51		64				13		193	9	2 132
Sud	5 768	186						7		163		6 123
Communes	2 034									31		2 064
Total Coll. territoriales	10 564	261	22	74			176	471	56	1 592	53	13 268
Autres admin. publiques							108	10		105		223
Total Admin. publiques	14 616	15 761	8 897	4 804	582		284	2 815	56	2 300	57	50 171
Entreprises							169			836		1 005
Ménages	72	37	51	85				53	29	15	723	1 066
TOTAL	14 688	15 798	8 948	4 889	582		453	2 868	84	3 151	780	52 241

Unité : million de F.CFP	TOTAL Activités d'ensei- gnement et annexes										TOTAL Dépenses financeurs finals
	Administration générale	Orientation	Activités annexes Cantines et internats	Médecine scolaire	Documentation pédagogique	Transport scolaire	Biens et services liés Fournitures loisirs, autres	Rémunération du per- sonnel en formation	Autres	Non ventilé	
État	2 166	140	38	115	110	208	1			34	39 493
Coll. territoriales :											
Nouvelle-Calédonie	627				3		1		667		3 167
Provinces :											
Iles Loyauté	189		635			18				14	1 936
Nord	244		1 389	40		11				10	3 827
Sud	372		869	117		83	6			9	7 634
Communes			316			725	156				3 262
Total Coll. territoriales	1 433		3 208	157	3	838	163		667	34	19 826
Autres admin. publiques											223
Total Admin. publiques	3 599	140	3 246	272	113	1 046	164		667	68	59 541
Entreprises					6						1 011
Ménages			2 432		10	70	883				4 461
TOTAL	3 599	140	5 678	272	129	1 116	1 047	55	667	68	65 012

Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2004

Dépenses en capital (dépenses des financeurs finals)

Unité : million de FCFP	Enseignement scolaire										Formation extrascolaire			TOTAL Activités d'enseignement
	1 ^{er} degré I ^{er} cycle	2 nd degré gal. et technologique	2 nd degré professionnel	2 nd degré cycle non ventilé	Spécial non ventilé	Apprentissage	Enseignement supérieur	Enseignement artistique	Formation profes- sionnelle continue	Autre extrascolaire	Formation Profes- sionnelle continue	Autre extrascolaire	TOTAL Activités d'enseignement	
État		699	14	7			328		13				1 061	
Coll. territoriales :														
Nouvelle-Calédonie							32			5			37	
Provinces :														
Iles Loyauté	141	199	8						20				367	
Nord	77	334	22						44				478	
Sud	8	786	15	2					1				827	
Communes	804												804	
Total Coll. territoriales	1 030	1 320	45	2			32		70				2 512	
Autres admin. publiques					15								15	
Total Admin. publiques	1 030	1 320	58	9	15		360		83				3 569	
Entreprises														
Ménages														
TOTAL	1 030	1 320	58	9	15		360		83				3 569	

Unité : million de FCFP	Activités annexes										Biens et services liés			Autres		TOTAL Dépenses financeurs finals
	Administration générale	Orientation	Cantines et internats	Médecine scolaire	Documentation pédagogique	TOTAL Activités d'ensei- gnement et annexes	Transport scolaire	Fournitures	Habillage- ment, autres	Rémunération du per- sonnel en formation	Non ventilé	TOTAL Dépenses financeurs finals				
État	27		2			1 090									1 090	
Coll. territoriales :																
Nouvelle-Calédonie					3	40					52				92	
Provinces :																
Iles Loyauté			15			383									383	
Nord	3		336			816					49				866	
Sud	3		343			1 172					16				1 188	
Communes			29			833									833	
Total Coll. territoriales	6		723		3	3 244					118				3 362	
Autres admin. publiques						15									15	
Total Admin. publiques	33		725		3	4 350					118				4 467	
Entreprises																
Ménages																
TOTAL	33		725		3	4 350					118				4 467	

Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2004

Dépenses totales
(dépenses des financeurs finals)

Unité : million de F.CFP	Enseignement scolaire										TOTAL Activités d'enseignement	
	1 ^{er} degré	2 nd degré 1 ^{er} cycle	2 nd degré gal. et technologique	2 nd degré professionnel	2 nd degré non ventilé	Spécial non ventilé	Apprentissage	Enseignement supérieur	Enseignement artistique	Formation profes- sionnelle continue		Formation extrascolaire Autre extrascolaire
État	4 052	15 501	9 575	4 744	589			2 662		616	4	37 742
Coll. territoriales :												
Nouvelle-Calédonie	14		21					474	56	1 122	43	1 905
Provinces :												
Iles Loyauté	1 087	223	1	18				10		109		1 447
Nord	1 879	385		86				13		237	9	2 610
Sud	5 776	972	15	15	2			7		163		6 950
Communes	2 837									31		2 868
Total Coll. territoriales	11 594	1 580	37	119	2			503	56	1 661	53	15 780
Autres admin. publiques								10		105		238
Total Admin. publiques	15 645	17 081	9 611	4 863	591			3 175	56	2 382	57	53 760
Entreprises										836		1 005
Ménages	72	37	51	85				53	29	15	723	1 066
TOTAL	15 717	17 118	9 662	4 948	591			3 228	64	3 234	780	55 830

Unité : million de F.CFP	Activités annexes										TOTAL Dépenses financeurs finals	
	Administration générale	Orientation	Activités annexes Cantines et internats	Médecine scolaire	Documentation pédagogique	TOTAL Activités d'ensei- gnement et annexes	Transport scolaire	Biens et services liés Fournitures	Habille- ment, autres loisirs, autres	Rémunération du per- sonnel en formation		Autres Non ventilé
État	2 192	140	40	115	110	40 340	208	1			34	40 583
Coll. territoriales :												
Nouvelle-Calédonie	627				6	2 539		1		667	52	3 259
Provinces :												
Iles Loyauté	189		650			2 286	18				14	2 319
Nord	248		1 724	40		4 622	11				59	4 693
Sud	375		1 211	117		8 653	83	6	55		25	8 823
Communes			345			3 213	725	156				4 095
Total Coll. territoriales	1 439		3 931	157	6	21 313	838	163	55	667	152	23 188
Autres admin. publiques						238						238
Total Admin. publiques	3 632	140	3 971	272	116	61 891	1 046	164	55	667	185	64 008
Entreprises					6	1 011						1 011
Ménages			2 432		10	3 508	70	883				4 461
TOTAL	3 632	140	6 403	272	132	66 409	1 116	1 047	55	667	185	69 479

Financement du secteur de production en 2004

Dépenses courantes (personnel et fonctionnement) (dépenses des financeurs finals)

	Établissements publics				Établissements privés à financement public prédominant				
	Autres éta- blissement supérieur	Formation artistique	Formation extrascolaire	Total	1 ^{er} degré	2 nd degré	Enseignement supérieur	Formation extrascolaire	Total
Unité : million de FCFP									
État	319		49	22 786	3 979	9 380	96		13 455
Coll. territoriales :									
Nouvelle-Calédonie	365		601	1 069				23	23
Provinces :									
Iles Loyauté			30	1 205	35	405			440
Nord			40	2 498	230	659			889
Sud			87	6 356	267	404			671
Communes			3	2 307	45			28	73
Total Coll. territoriales	365		762	13 435	578	1 467		51	2 095
Autres admin. publiques			101	101					
Total Admin. publiques	683		912	36 322	4 557	10 847	96	51	15 550
Entreprises			156	167					
Ménages	1	26	4	1 625	440	694			1 135
TOTAL	11 456	23 608	1 230	684	4 997	11 541	96	51	16 685

	Autres producteurs d'enseignement				TOTAL					
	Éts. gérés par des organismes consulaires	Centres de formation in- ternes aux admin. publiques	Centres de formation in- ternes aux entreprises producteurs privés	Autres producteurs privés	Producteurs d'enseignement	Administration publique	Administration du privé	CDP	Non ventilé	TOTAL Tous producteurs
Unité : million de FCFP										
État	543	38			36 822	2 318		110	34	39 283
Coll. territoriales :										
Nouvelle-Calédonie	219	78		104	1 493	665		3	337	2 499
Provinces :										
Iles Loyauté		57			1 702	149	40		27	1 918
Nord					3 387	155	89		184	3 815
Sud					7 027	274	98		91	7 490
Communes					2 380					2 380
Total Coll. territoriales	219	135	104	104	15 989	1 243	227	3	640	18 103
Autres admin. publiques	122				223					223
Total Admin. publiques	342	678	104	104	53 033	3 561	227	113	674	57 609
Entreprises	171		298	368	1 005				6	1 011
Ménages	22	3	713	713	3 498				10	3 508
TOTAL	535	692	38	1 195	57 536	3 561	227	129	674	62 127

Financement du secteur de production en 2004

Dépenses en capital
(dépenses des financeurs finals)

Unité : million de F.CFP	Établissements publics			Établissements privés à financement public prédominant			Total
	Autres étab. enseignement supérieur	Formation artistique	Formation extrascolaire	1 ^{er} degré	2 nd degré	Enseignement supérieur	
État	12			782		3	3
Coll. territoriales :							
Nouvelle-Calédonie							
Provinces :							
Iles Loyauté				120		112	252
Nord				634		57	124
Sud				992		177	177
Communes				833			
Total Coll. territoriales			13	2 580		346	553
Autres admin. publiques							
Total Admin. publiques	12		13	3 362		349	556
Entreprises							
Ménages							
TOTAL	12	51	13	3 362	207	349	556

Unité : million de F.CFP	Autres producteurs d'enseignement			Autres producteurs privés			TOTAL Producteurs d'enseignement	TOTAL Tous producteurs
	Éts. gérés par des organismes consulaires	Centres de formation in- ternes aux admin. publiques	Centres de formation in- ternes aux entreprises	Administration publique	Administration du privé	CDP		
État	13			798	27		798	1090
Coll. territoriales :								
Nouvelle-Calédonie								
Provinces :								
Iles Loyauté			10	32		3	32	92
Nord				383			383	383
Sud				800			800	866
Communes				1 169	3	3	1 169	1 188
Total Coll. territoriales			74	833	3	3	833	833
Autres admin. publiques	15			3 216			3 216	3 362
Total Admin. publiques	15		10	4 029	30	3	4 029	4 467
Entreprises								
Ménages								
TOTAL	15	87	10	4 029	30	3	4 029	4 467

Financement du secteur de production en 2004

Dépenses totales (dépenses des financeurs finals)

Unité : million de FCPP

	Établissements publics				Établissements privés à financement public prédominant			Total				
	1 ^{er} degré	2 nd degré	Université	Autres éta- blissement supérieur	Formation artistique	Formation extrascolaire	Total		1 ^{er} degré	2 nd degré	Enseignement supérieur	Formation extrascolaire
État	73	21 861	1 255	330	49	23 568	23 568	3 979	9 383	96		13 458
Coll. territoriales :												
Nouvelle-Calédonie	14	89		365	601	1 069	1 069				23	23
Provinces :												
Iles Loyauté	936	360			30	1 326	1 326	176	516			692
Nord	1 777	1 315			40	3 132	3 132	297	716			1 013
Sud	5 800	1 460			87	7 348	7 348	267	581			848
Communes	3 138				3	3 140	3 140	45			28	73
Total Coll. territoriales	11 665	3 224		365	762	16 015	16 015	785	1 813		51	2 648
Autres admin. publiques					101	101	101					
Total Admin. publiques	11 737	25 085	1 255	695	912	39 684	39 684	4 764	11 195	96	51	16 106
Entreprises		11			156	167	167					
Ménages	571	959	26	1	39	1 625	1 625	440	694			1 135
TOTAL	12 309	26 055	1 281	696	1 107	41 476	41 476	5 204	11 890	96	51	17 240

Unité : million de FCPP

	Autres producteurs d'enseignement			Autres producteurs privés			TOTAL			TOTAL Tous producteurs
	Éts. gérés par des organismes consulaires	Centres de formation in- ternes aux admin. publiques	Centres de formation in- ternes aux entreprises	Autres producteurs privés	Administration publique	Administration du privé	CDP	Non ventilé		
État	556	38	37 619	2 344	2 344	110	300	40 373		
Coll. territoriales :										
Nouvelle-Calédonie	219	110	1 525	665	665	6	394	2 591		
Provinces :										
Iles Loyauté	57	42	2 085	149	149	40	27	2 301		
Nord	42		4 187	159	159	89	247	4 681		
Sud			8 196	274	274	101	108	8 679		
Communes			3 213					3 214		
Total Coll. territoriales	219	209	19 205	1 247	1 247	230	6	21 465		
Autres admin. publiques	137		238					238		
Total Admin. publiques	357	765	57 063	3 591	3 591	230	116	62 077		
Entreprises	171	3	1 005	368			6	1 011		
Ménages	22		3 498	713			10	3 508		
TOTAL	550	768	61 565	3 591	3 591	230	132	66 595		

Transferts entre les unités de financement en 2004

Dépenses courantes (personnel et fonctionnement) (dépenses des financeurs finals et initiaux)

Unité : million de F.CFP	Dépenses des financeurs finals	Transferts entre financeurs			Dépenses des financeurs initiaux
		Bourses d'études (+)	Autres transferts versés (+)	Transferts reçus (-)	
État	39 493	240	953		40 686
Coll. territoriales :					
Nouvelle-Calédonie	3 167			259	2 908
Provinces :					
Iles Loyauté	1 936	430		339	2 027
Nord	3 827	683		151	4 359
Sud	7 634	891			8 526
Communes	3 262			283	2 978
Total Coll. territoriales	19 826				20 798
Autres admin. publiques	223				223
Total Admin. publiques	59 541				61 706
Entreprises	1 011		79		1 090
Ménages	4 461			2 245	2 216
TOTAL	65 012				65 012

Dépenses en capital (dépenses des financeurs finals et initiaux)

Unité : million de F.CFP	Dépenses des financeurs finals	Transferts entre financeurs			Dépenses des financeurs initiaux
		Bourses d'études (+)	Autres transferts versés (+)	Transferts reçus (-)	
État	1 090		2 115		3 205
Coll. territoriales :					
Nouvelle-Calédonie	92			1	91
Provinces :					
Iles Loyauté	383			137	245
Nord	866			656	210
Sud	1 188			1 321	-132
Communes	833				833
Total Coll. territoriales	3 362				1 247
Autres admin. publiques	15				15
Total Admin. publiques	4 467				4 467
Entreprises					
Ménages					
TOTAL	4 467				4 467

Dépenses totales (dépenses des financeurs finals et initiaux)

Unité : million de F.CFP	Dépenses des financeurs finals	Transferts entre financeurs			Dépenses des financeurs initiaux
		Bourses d'études (+)	Autres transferts versés (+)	Transferts reçus (-)	
État	40 583	240	3 068		43 891
Coll. territoriales :					
Nouvelle-Calédonie	3 259			260	2 999
Provinces :					
Iles Loyauté	2 319	430		476	2 272
Nord	4 693	683		807	4 569
Sud	8 823	891		1 321	8 393
Communes	4 095			283	3 812
Total Coll. territoriales	23 188				22 045
Autres admin. publiques	238				238
Total Admin. publiques	64 008				66 174
Entreprises	1 011		79		1 090
Ménages	4 461			2 245	2 216
TOTAL	69 479				69 479

Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2003

Dépenses courantes (personnel et fonctionnement) (depenses des financeurs finals)

Unité : million de FCFP	Enseignement scolaire										Formation extrascolaire		TOTAL Activités d'enseignement
	1 ^{er} degré I ^{er} cycle	2 nd degré gal. et technologique	2 nd degré 2 nd cycle professionnel	2 nd degré 2 nd cycle non ventilé	Spécial non ventilé	Apprentissage	Enseignement supérieur	Enseignement artistique	Formation profes- sionnelle continue	Autre extrascolaire	TOTAL Formation extrascolaire		
État	4 004	14 928	8 522	4 777	489		2 401	19	644	20	35 805		
Coll. territoriales :													
Nouvelle-Calédonie	14		21			192	413	57	1 016	38	1 749		
Provinces :													
Iles Loyauté	936	24	1				7		73		1 040		
Nord	1 821	45		81			15		255	9	2 227		
Sud	5 466	156					11	10	185		5 827		
Communes	1 985								31		2 016		
Total Coll. territoriales	10 221	225	22	81		192	446	66	1 560	47	12 860		
Autres admin. publiques						70	6		91		167		
Total Admin. publiques	14 225	15 154	8 544	4 858	489	262	2 853	85	2 295	67	48 832		
Entreprises						158			694		852		
Ménages	71	29	29	81			51	26	29	720	1 036		
TOTAL	14 297	15 182	8 573	4 939	489	420	2 905	111	3 018	788	50 721		

Unité : million de FCFP	Activités annexes										TOTAL		TOTAL Dépenses financeurs finals
	Administration générale	Orientation	Activités annexes Cantines et internats	Médecine scolaire	Documentation pédagogique	Activités d'ensei- gnement et annexes	Transport scolaire	Biens et services liés Fournitures	Habillage- loisirs, autres	Rémunération du per- sonnel en formation	Autres Non ventilé		
État	2 087	135	31	86	107	38 251	208	4			25	38 488	
Coll. territoriales :													
Nouvelle-Calédonie	382				3	2 135			530			2 665	
Provinces :													
Iles Loyauté	188		606			1 834	9			2		1 844	
Nord	236		1 311	39		3 812	9			7		3 829	
Sud	338		858	115		7 138	88	2		2		7 262	
Communes			287			2 303	713	160				3 177	
Total Coll. territoriales	1 143		3 061	154	3	17 222	820	163	530	10		18 776	
Autres admin. publiques						167						167	
Total Admin. publiques	3 230	135	3 092	240	110	55 640	1 028	167	530	35		57 432	
Entreprises					6	858						858	
Ménages			2 471		10	3 516	68	873				4 457	
TOTAL	3 230	135	5 563	240	126	60 015	1 095	1 039	530	35		62 746	

Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2003

Dépenses en capital
(dépenses des financeurs finals)

Unité : million de F.CFP	Enseignement scolaire					Enseignement supérieur	Enseignement artistique	Formation extrascolaire		TOTAL Activités d'enseignement
	1 ^{er} degré 1 ^{er} cycle	2 ^m degré 1 ^{er} cycle	2 ^m degré 2 ^m cycle gal. et technologique	2 ^m degré professionnel	2 ^m degré non ventilé			Spécial non ventilé	Apprentissage	
État			493	3	4	149		33		683
Coll. territoriales :										
Nouvelle-Calédonie						59		13		72
Provinces :										
Iles Loyauté	74	281								355
Nord	173	680		35				8		895
Sud	79	1 615		25				5		1 724
Communes	628									628
Total Coll. territoriales	953	2 577		60		59		26		3 675
Autres admin. publiques					29					29
Total Admin. publiques	953	2 577	493	63	4	209		59		4 388
Entreprises										
Ménages										
TOTAL	953	2 577	493	63	4	209		59		4 388

Unité : million de F.CFP	Activités annexes				TOTAL Activités d'ensei- gnement et annexes	Biens et services liés			TOTAL Dépenses financeurs finals	
	Administration générale	Orientation	Cantines et internats	Médecine scolaire		Transport scolaire	Fournitures	Habillage, loisirs, autres		Autres Rémunération du per- sonnel en formation
État	32		24		739					739
Coll. territoriales :										
Nouvelle-Calédonie					72				63	135
Provinces :										
Iles Loyauté			29		384					384
Nord			144	8	1 048					1 048
Sud	3		105		1 832				64	1 896
Communes			29		657					657
Total Coll. territoriales	3		307	8	3 994				127	4 120
Autres admin. publiques					29					29
Total Admin. publiques	35		331	8	4 762				127	4 889
Entreprises										
Ménages										
TOTAL	35		331	8	4 762				127	4 889

Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2003

Dépenses totales
(dépenses des financeurs finals)

Unité : million de FCFP	Enseignement scolaire										Formation extrascolaire		TOTAL Activités d'enseignement
	1 ^{er} degré I ^{er} cycle	2 nd degré gal. et technologique	2 nd degré professionnel	2 nd degré 2 nd cycle non ventilé	Spécial non ventilé	Apprentissage	Enseignement supérieur	Enseignement artistique	Formation profes- sionnelle continue	Autre extrascolaire	TOTAL Formation extrascolaire		
État	4 004	14 928	9 016	4 780	493		2 551	19	677	20	36 488		
Coll. territoriales :													
Nouvelle-Calédonie	14		21			192	473	57	1 029	38	1 822		
Provinces :													
Iles Loyauté	1 010	305	1				7		73		1 395		
Nord	1 994	725		116			15		263	9	3 122		
Sud	5 544	1 772		25			11	10	190		7 552		
Communes	2 613								31		2 644		
Total Coll. territoriales	11 174	2 802	22	141		192	505	66	1 586	47	16 535		
Autres admin. publiques						100	6		91		197		
Total Admin. publiques	15 179	17 731	9 038	4 921	493	292	3 062	85	2 354	67	53 220		
Entreprises						158			694		852		
Ménages	71	29	29	81			51	26	29	720	1 036		
TOTAL	15 250	17 759	9 066	5 002	493	449	3 113	111	3 077	788	55 108		

Unité : million de FCFP	Activités annexes										TOTAL Dépenses financiers finals	
	Administration générale	Orientation	Activités annexes Cantines et internats	Médecine scolaire	Documentation pédagogique	TOTAL Activités d'ensei- gnement et annexes	Transport scolaire	Biens et services liés Fournitures	Habillage- ment, autres loisirs, autres	Rémunération du per- sonnel en formation	Autres Non ventilé	TOTAL Dépenses financiers finals
État	2 119	135	54	86	107	38 990	208	4			25	39 227
Coll. territoriales :												
Nouvelle-Calédonie	382				3	2 207				530	63	2 800
Provinces :												
Iles Loyauté	188		635			2 218	9				2	2 228
Nord	236		1 455	46		4 860	9				7	4 877
Sud	341		962	115		8 970	88	2	32		66	9 158
Communes			316			2 960	713	160				3 834
Total Coll. territoriales	1 147		3 369	161	3	21 215	820	163	32	530	137	22 897
Autres admin. publiques						197						197
Total Admin. publiques	3 266	135	3 423	248	110	60 402	1 028	167	32	530	162	62 320
Entreprises					6	858						858
Ménages			2 471		10	3 516	68	873				4 457
TOTAL	3 266	135	5 894	248	126	67 776	1 095	1 039	32	530	162	67 635

Financement du secteur de production en 2003

Dépenses courantes (personnel et fonctionnement) (dépenses des financeurs finals)

Unité : million de F.CFP	Établissements publics			Établissements privés à financement public prédominant		Total
	Autres éta. d'enseignement supérieur	Formation artistique	Formation extrascolaire	1 ^{er} degré	2 nd degré	
État	371	19	65	3 916	95	13 040
Coll. territoriales :						
Nouvelle-Calédonie	312	57	577		25	25
Provinces :						
Iles Loyauté			29	35	406	441
Nord			39	226	660	886
Sud		10	83	261	393	654
Communes			3	42		70
Total Coll. territoriales	312	66	730	564	1 459	2 075
Autres admin. publiques			91			
Total Admin. publiques	683	85	886	4 479	95	15 116
Entreprises			149			
Ménages	1	26	50	464	693	1 157
TOTAL	11 109	22 802	1 250	4 944	11 182	16 273

Unité : million de F.CFP	Autres producteurs d'enseignement			TOTAL		TOTAL Tous producteurs
	Éts. gérés par des organismes consulaires	Centres de formation in-ternes aux admin. publiques	Centres de formation in-ternes aux entreprises	Producteurs d'enseignement	Autres	
État	582	38		35 910	2 234	38 276
Coll. territoriales :						
Nouvelle-Calédonie	240	106	113	1 543	369	2 135
Provinces :						
Iles Loyauté		31		1 623	147	1 835
Nord				3 336	149	3 819
Sud				6 687	242	7 139
Communes				2 303		2 303
Total Coll. territoriales	240	136	113	15 492	907	17 232
Autres admin. publiques				167		167
Total Admin. publiques	317	718	113	51 569	3 141	55 676
Entreprises			221	852		858
Ménages	21	3	713	3 507		3 516
TOTAL	498	721	221	55 928	3 141	60 050

Financement du secteur de production en 2003

Dépenses en capital (dépenses des financeurs finals)

Unité : million de F.CFP	Établissements publics				Établissements privés à financement public prédominant							
	1 ^{er} degré	2 nd degré	Université	Autres établissements supérieurs	Formation artistique	Formation extrascolaire	Total	1 ^{er} degré	2 nd degré	Enseignement supérieur	Formation extrascolaire	Total
État		542	132				674					
Coll. territoriales :												
Nouvelle-Calédonie				5		13	17					
Provinces :												
Iles Loyauté		384					384					294
Nord		745					745	173	121			294
Sud		1 639					1 695	23	106			129
Communes		657					657					
Total Coll. territoriales		713		5		13	3 499	196	227			423
Autres admin. publiques												
Total Admin. publiques		713	132	5		13	4 173	196	227			423
Entreprises												
Ménages												
TOTAL		713	3 311	132	5	13	4 173	196	227			423

Unité : million de F.CFP	Autres producteurs d'enseignement				TOTAL					
	Éts. gérés par des organismes consulaires	Centres de formation internes aux admin. publiques	Centres de formation internes aux entreprises	Autres producteurs privés	Producteurs d'enseignement	Administration publique	Administration du privé	CDP	Non ventilé	TOTAL Tous producteurs
État					707	32				739
Coll. territoriales :										
Nouvelle-Calédonie					72				63	135
Provinces :										
Iles Loyauté					384					384
Nord					1 039				8	1 048
Sud				5	1 829		3		64	1 896
Communes					657					657
Total Coll. territoriales				5	3 982		3		135	4 120
Autres admin. publiques	29				29					29
Total Admin. publiques	29			5	4 718		32		135	4 889
Entreprises										
Ménages										
TOTAL	29			88	4 718	32	3		135	4 889

Financement du secteur de production en 2003

Dépenses totales
(dépenses des financeurs finals)

Unité : million de F.CFP	Établissements publics			Établissements privés à financement public prédominant		Total	
	Autres éta. d'enseignement supérieur	Formation artistique	Formation extrascolaire	1 ^{er} degré	2 nd degré		Formation extrascolaire
État	371	19	65	3 916	9 029	95	13 040
Coll. territoriales :							
Nouvelle-Calédonie	317	57	590			25	25
Provinces :							
Iles Loyauté			29	35	406		441
Nord			39	399	781		1 180
Sud		10	83	284	499		783
Communes			3	2 890	42	28	70
Total Coll. territoriales	317	66	743	760	1 686	53	2 499
Autres admin. publiques			91				
Total Admin. publiques	687	85	889	4 675	10 716	95	15 539
Entreprises			149				
Ménages	1	26	50	464	693		1 157
TOTAL	11 822	26 113	1 097	5 139	11 409	95	16 696

Unité : million de F.CFP	Autres producteurs d'enseignement			TOTAL		TOTAL
	Éts. gérés par des organismes consulaires	Centres de formation in-ternes aux admin. publiques	Centres de formation in-ternes aux entreprises	Producteurs d'enseignement	Autres producteurs privés	
État	615	38		36 617	2 266	38 015
Coll. territoriales :						
Nouvelle-Calédonie	240		113	1 615	369	2 270
Provinces :						
Iles Loyauté	31			2 008	147	2 219
Nord			5	4 375	149	4 867
Sud				8 516	242	9 035
Communes				2 960	99	2 960
Total Coll. territoriales	191		118	19 474	907	21 353
Autres admin. publiques		38		197		197
Total Admin. publiques	806		118	56 287	3 173	60 504
Entreprises			221	852		858
Ménages	3		713	3 507		3 516
TOTAL	809	38	221	60 647	3 173	64 939

Dépenses courantes (personnel et fonctionnement)
(dépenses des financeurs finals et initiaux)

Unité : million de F.CFP	Dépenses des financeurs finals	Transferts entre financeurs			Dépenses des financeurs initiaux
		Bourses d'études (+)	Autres transferts versés (+)	Transferts reçus (-)	
État	38 488	239	954		39 680
Coll. territoriales :					
Nouvelle-Calédonie	2 665			261	2 404
Provinces :					
Iles Loyauté	1 844	477		339	1 981
Nord	3 829	662		151	4 340
Sud	7 262	899			8 161
Communes	3 177			283	2 893
Total Coll. territoriales	18 776				19 779
Autres admin. publiques	167				167
Total Admin. publiques	57 432				59 627
Entreprises	858		81		939
Ménages	4 457			2 276	2 181
TOTAL	62 746				62 746

Dépenses en capital
(dépenses des financeurs finals et initiaux)

Unité : million de F.CFP	Dépenses des financeurs finals	Transferts entre financeurs			Dépenses des financeurs initiaux
		Bourses d'études (+)	Autres transferts versés (+)	Transferts reçus (-)	
État	739		1 848		2 587
Coll. territoriales :					
Nouvelle-Calédonie	135			37	98
Provinces :					
Iles Loyauté	384			210	174
Nord	1 048			351	697
Sud	1 896			1 251	645
Communes	657				657
Total Coll. territoriales	4 120				2 272
Autres admin. publiques	29				29
Total Admin. publiques	4 889				4 889
Entreprises					
Ménages					
TOTAL	4 889				4 889

Dépenses totales
(dépenses des financeurs finals et initiaux)

Unité : million de F.CFP	Dépenses des financeurs finals	Transferts entre financeurs			Dépenses des financeurs initiaux
		Bourses d'études (+)	Autres transferts versés (+)	Transferts reçus (-)	
État	39 227	239	2 802		42 267
Coll. territoriales :					
Nouvelle-Calédonie	2 800			298	2 502
Provinces :					
Iles Loyauté	2 228	477		549	2 156
Nord	4 877	662		502	5 036
Sud	9 158	899		1 251	8 806
Communes	3 834			283	3 551
Total Coll. territoriales	22 897				22 051
Autres admin. publiques	197				197
Total Admin. publiques	62 320				64 515
Entreprises	858		81		939
Ménages	4 457			2 276	2 181
TOTAL	67 635				67 635

Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2002

Dépenses courantes (personnel et fonctionnement)
(dépenses des financeurs finals)

Unité : million de F.CFP	1 ^{er} degré		2 nd degré		Enseignement scolaire		Enseignement supérieur		Formation extrascolaire		TOTAL Activités d'enseignement	
	1 ^{er} cycle	2 nd cycle	2 nd degré professionnel	2 nd degré gal. et technologique	2 nd degré professionnel	2 nd degré non ventilé	Spécial non ventilé	Apprentissage	Enseignement supérieur	Enseignement artistique		Formation profes- sionnelle continue
État	3 927	13 974	7 846	4 827	463	12	2 625	609	20	34 302		
Coll. territoriales :												
Nouvelle-Calédonie	12	20	3	176	49	336	741	36	1 372			
Provinces :												
Iles Loyauté	873	20	3	48	2	4	119	18	2 094			
Nord	1 761	45			7		218	2	5 262			
Sud	4 938	143	1				172	18	1 888			
Communes	1 869											
Total Coll. territoriales	9 454	208	23	51	176	349	1 268	56	11 634			
Autres admin. publiques					144	25	88	76	257			
Total Admin. publiques	13 381	14 182	7 869	4 878	463	2 999	1 965	709	46 193			
Entreprises	64	26	28	70	149	59	1	721	858			
Ménages									994			
TOTAL	13 445	14 208	7 897	4 947	1 463	3 057	2 675	797	48 044			

Unité : million de F.CFP	Administration générale		Orientation		Activités annexes		TOTAL		Autres		TOTAL Dépenses financeurs finals
	Administration générale	Orientation	Activités annexes Cantines et internats	Médecine scolaire	Documentation pédagogique	Activités d'enseignement et annexes	Transport scolaire	Biens et services liés	Rémunération du personnel en formation	Non ventilé	
État	1 852	123	37	87	113	35 514	209	4	76	36 802	
Coll. territoriales :											
Nouvelle-Calédonie	232					1 605			362	1 967	
Provinces :											
Iles Loyauté	173		594			1 785	16		11	1 812	
Nord	231		1 300	40		3 665	8		2	3 674	
Sud	385		843	115		6 605	94	11	6	6 755	
Communes			309			2 197	760	151	1	3 108	
Total Coll. territoriales	1 021		3 047	154		15 857	877	162	362	17 316	
Autres admin. publiques						257				257	
Total Admin. publiques	2 874	123	3 084	241	113	52 628	1 086	165	362	54 375	
Entreprises					3	861				861	
Ménages			2 280		7	3 281	64	865		4 209	
TOTAL	2 874	123	5 364	241	123	56 769	1 149	1 031	362	95	59 445

Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2002

Dépenses en capital (dépenses des financeurs finals)

Unité : million de FCFP	Enseignement scolaire										TOTAL Activités d'enseignement
	1 ^{er} degré I ^{er} cycle	2 nd degré 2 nd cycle gal. et technologique	2 nd degré 2 nd cycle professionnel	2 nd degré 2 nd cycle non ventilé	Spécial non ventilé	Apprentissage	Enseignement supérieur	Enseignement artistique	Formation Profes- sionnelle continue	Formation extrascolaire Autre extrascolaire	
État	2	199	1				64		38		304
Coll. territoriales :											
Nouvelle-Calédonie							35		11		47
Provinces :											
Iles Loyauté	92	189									282
Nord	153	211	16						30		411
Sud	268	2 615	51						16		2 951
Communes	940										940
Total Coll. territoriales	1 454	3 016	67				35		58		4 630
Autres admn. publiques							40				40
Total Admin. publiques	1 454	3 017	68				99		96		4 974
Entreprises											
Ménages											
TOTAL	1 454	3 017	68				99		96		4 974

Unité : million de FCFP	Biens et services liés										TOTAL Dépenses financeurs finals	
	Administration générale	Orientation	Activités annexes Cantines et internats	Médecine scolaire	Documentation pédagogique	TOTAL Activités d'ensei- gnement et annexes	Transport scolaire	Fournitures	Habillage- ment, autres loisirs, autres	Rémunération du per- sonnel en formation		Autres Non ventilé
État	25		353			682					34	716
Coll. territoriales :												
Nouvelle-Calédonie						47						47
Provinces :												
Iles Loyauté			345			627						627
Nord	2		118	3		534						534
Sud			134			3 085						3 085
Communes			34			973		13				986
Total Coll. territoriales			630	3		5 266		13				5 278
Autres admn. publiques						40						40
Total Admin. publiques	27		963	3		5 987		13			34	6 034
Entreprises												
Ménages												
TOTAL	27		963	3		5 987		13			34	6 034

Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2002

Dépenses totales
(dépenses des financeurs finals)

Unité : million de F.CFP	Enseignement scolaire										TOTAL Activités d'enseignement	
	1 ^{er} degré	2 ^m degré 1 ^{er} cycle	2 ^m degré gal. et technologique	2 ^m degré professionnel	2 ^m degré non ventilé	Spécial non ventilé	Apprentissage	Enseignement supérieur	Enseignement artistique	Formation profes- sionnelle continue		Formation extrascolaire Autre extrascolaire
État	3 927	13 975	8 045	4 828	463			2 689	12	647	20	34 605
Coll. territoriales :												
Nouvelle-Calédonie	12		20	3			176	371	49	752	36	1 419
Provinces :												
Iles Loyauté	966	209	3					2		119		1 299
Nord	1 915	256		64				4		249	18	2 506
Sud	5 206	2 758		51	1			7		188	2	8 213
Communes	2 809									18		2 827
Total Coll. territoriales	10 907	3 224	23	118	1		176	384	49	1 326	56	16 264
Autres admin. publiques							184	25		88		297
Total Admin. publiques	14 835	17 199	8 068	4 946	1	463	360	3 098	61	2 061	76	51 167
Entreprises	64	26	28	70			149	59	24	709	1	858
Ménages										1	721	994
TOTAL	14 899	17 225	8 097	5 016	1	463	509	3 157	85	2 770	797	53 018

Unité : million de F.CFP	Activités annexes										TOTAL Dépenses financeurs finals	
	Administration générale	Orientation	Activités annexes Cantines et internats	Médecine scolaire	Documentation pédagogique	TOTAL Activités d'ensei- gnement et annexes	Transport scolaire	Biens et services liés Fournitures	Habille- ment, autres	Rémunération du per- sonnel en formation		Autres Non ventilé
État	1 877	123	390	87	113	37 196	209	4			110	37 518
Coll. territoriales :												
Nouvelle-Calédonie	232					1 651				362		2 013
Provinces :												
Iles Loyauté	173		939			2 412	16				11	2 439
Nord	233		1 417	43		4 199	8				2	4 208
Sud	385		977	115		9 690	94	11	39		6	9 840
Communes			343			3 170	772	151			1	4 093
Total Coll. territoriales	1 023		3 677	158		21 122	890	162	39	362	19	22 594
Autres admin. publiques						297						297
Total Admin. publiques	2 901	123	4 068	244	113	58 615	1 098	165	39	362	129	60 409
Entreprises					3	861						861
Ménages			2 280		7	3 281	64	865				4 209
TOTAL	2 901	123	6 347	244	123	62 756	1 162	1 031	39	362	129	65 479

Financement du secteur de production en 2002

Dépenses courantes (personnel et fonctionnement) (dépenses des financeurs finals)

Unité : million de FCPP	Établissements publics				Établissements privés à financement public prédominant					
	Autres éta- blissement supérieur	Université	2 nd degré	1 ^{er} degré	Total	1 ^{er} degré	2 nd degré	Enseignement supérieur	Formation extrascolaire	Total
État	344	1 152	19 257	83	20 937	3 844	8 580	86		12 510
Coll. territoriales :										
Nouvelle-Calédonie	279	1	99	12	956				23	23
Provinces :										
Iles Loyauté			252		1 146	28	345			373
Nord			609		2 370	230	631			861
Sud			410		5 451	267	402		1	670
Communes					2 131	50			16	66
Total Coll. territoriales	279	1	1 369	12	12 055	576	1 378	86	39	1 993
Autres admin. publiques					85					
Total Admin. publiques	623	1 154	20 626	61	33 077	4 420	9 959	86	39	14 504
Entreprises			55		220					
Ménages	2	37	914	24	1 533	403	605			1 008
TOTAL	625	1 190	21 595	85	34 630	4 823	10 564	86	39	15 511

Unité : million de FCPP	Autres producteurs d'enseignement				TOTAL					
	Éts. gérés par des organismes consulaires	Centres de formation in- ternes aux admin. publiques	Centres de formation in- ternes aux admin. privées	Centres de formation in- ternes aux entreprises producteurs privés	Autres producteurs d'enseignement	Administration publique	Administration du privé	CDP	Non ventilé	TOTAL Tous producteurs
État	523		37		34 008	2 032		113	438	36 590
Coll. territoriales :										
Nouvelle-Calédonie	204	26		104	1 312	219			74	1 605
Provinces :										
Iles Loyauté		84			1 604	139	34		19	1 796
Nord					3 231	143	88		205	3 667
Sud	6				6 127	287	98		98	6 611
Communes					2 197				1	2 198
Total Coll. territoriales	209	110	37	104	14 472	788	220		397	15 876
Autres admin. publiques	172				257					257
Total Admin. publiques	381	633	37	104	48 736	2 819	220	113	834	52 723
Entreprises	152			237	858				3	861
Ménages	17	3		713	3 273				7	3 281
TOTAL	551	636	37	1 065	52 867	2 819	220	123	834	56 864

Financement du secteur de production en 2002

Dépenses en capital
(dépenses des financeurs finals)

Unité : million de F.CFP	Établissements publics			Établissements privés à financement public prédominant			Total
	Autres étab. enseignement supérieur	Formation artistique	Formation extrascolaire	1 ^{er} degré	2 nd degré	3 ^{em} degré	
État	51			613			
Coll. territoriales :							
Nouvelle-Calédonie	29		11	40			
Provinces :							
Iles Loyauté		470		470		66	157
Nord		257		257		91	244
Sud		2 679		2 881		121	204
Communes		973		973			
Total Coll. territoriales	29	3 406	11	4 622		277	605
Autres admin. publiques							
Total Admin. publiques	51	3 969	11	5 235		277	605
Entreprises							
Ménages							
TOTAL	51	3 969	11	5 235		277	605

Unité : millions de F.CFP	Autres producteurs d'enseignement			TOTAL			TOTAL Tous producteurs
	Éts. gérés par des organismes consulaires	Centres de formation in- ternes aux admin. publiques	Centres de formation in- ternes aux entreprises	Autres producteurs privés	Administration publique	Autres Administration du privé	
État	38			651	25		676
Coll. territoriales :							
Nouvelle-Calédonie	6			47			47
Provinces :							
Iles Loyauté				627			627
Nord			30	532	2		534
Sud				3 085			3 085
Communes				973			973
Total Coll. territoriales	6		30	5 264	2		5 266
Autres admin. publiques		40		40			40
Total Admin. publiques	44	40	30	5 955	27		5 982
Entreprises							
Ménages							
TOTAL	44	40	30	5 955	27		5 982

Financement du secteur de production en 2002

Dépenses totales (dépenses des financeurs finals)

Unité : million de FCFP

	Établissements publics				Établissements privés à financement public prédominant				
	Autres éta- blissement supérieur	Université	2 nd degré	1 ^{er} degré	Autres éta- blissement supérieur	Enseignement supérieur	2 nd degré	1 ^{er} degré	Total
État	344	1 203	19 820	83	89	86	8 580	3 845	12 510
Coll. territoriales :									
Nouvelle-Calédonie	308	1	99	12	528				23
Provinces :									
Iles Loyauté			722		29		410	120	531
Nord			866		37		722	383	1 105
Sud			3 089		82		523	333	874
Communes					3			50	66
Total Coll. territoriales	308	1	4 775	12	679	86	1 656	887	2 599
Autres admin. publiques					85				
Total Admin. publiques	652	1 204	24 595	61	853	86	10 236	4 732	15 109
Entreprises			55		165				
Ménages	2	37	914	24	23		605	403	1 008
TOTAL	1 481	1 241	25 564	85	1 041	86	10 841	5 135	16 117

Unité : million de FCFP

	Autres producteurs d'enseignement			Autres producteurs privés			TOTAL		
	Éts. gérés par des organismes consulaires	Centres de formation in- ternes aux admin. publiques	Centres de formation in- ternes aux entreprises	Autres producteurs privés	Administration publique	Administration du privé	CDP	Non ventilé	TOTAL Tous producteurs
État	561	37	37	34 659	2 057	113	438	37 266	
Coll. territoriales :									
Nouvelle-Calédonie	204	32	104	1 359	219	74	1 651		
Provinces :									
Iles Loyauté	84	30	30	2 231	139	34	19	2 423	
Nord				3 763	145	88	205	4 201	
Sud	6			9 213	287	98	98	9 696	
Communes				3 170			1	3 171	
Total Coll. territoriales	117	134	134	19 735	790	220	397	21 142	
Autres admin. publiques				297			297		
Total Admin. publiques	677	37	134	54 691	2 846	113	834	58 705	
Entreprises	152		237	858			3	861	
Ménages	17	3	713	3 273			7	3 281	
TOTAL	590	680	37	58 822	2 846	123	834	62 846	

Transferts entre les unités de financement en 2002

Dépenses courantes (personnel et fonctionnement) (dépenses des financeurs finals et initiaux)

Unité : million de F.CFP	Dépenses des financeurs finals	Transferts entre financeurs			Dépenses des financeurs initiaux
		Bourses d'études (+)	Autres transferts versés (+)	Transferts reçus (-)	
État	36 802	184	954		37 940
Coll. territoriales :					
Nouvelle-Calédonie	1 967			267	1 699
Provinces :					
Iles Loyauté	1 812	378		357	1 833
Nord	3 674	668		151	4 191
Sud	6 755	830			7 585
Communes	3 108			266	2 842
Total Coll. territoriales	17 315				18 150
Autres admin. publiques	257				257
Total Admin. publiques	54 375				56 347
Entreprises	861		87		948
Ménages	4 209			2 059	2 150
TOTAL	59 445				59 445

Dépenses en capital (dépenses des financeurs finals et initiaux)

Unité : million de F.CFP	Dépenses des financeurs finals	Transferts entre financeurs			Dépenses des financeurs initiaux
		Bourses d'études (+)	Autres transferts versés (+)	Transferts reçus (-)	
État	716		1 497		2 213
Coll. territoriales :					
Nouvelle-Calédonie	47				47
Provinces :					
Iles Loyauté	627			312	315
Nord	534			364	170
Sud	3 085			820	2 265
Communes	986				986
Total Coll. territoriales	5 278				3 781
Autres admin. publiques	40				40
Total Admin. publiques	6 034				6 034
Entreprises					
Ménages					
TOTAL	6 034				6 034

Dépenses totales (dépenses des financeurs finals et initiaux)

Unité : million de F.CFP	Dépenses des financeurs finals	Transferts entre financeurs			Dépenses des financeurs initiaux
		Bourses d'études (+)	Autres transferts versés (+)	Transferts reçus (-)	
État	37 518	184	2 451		40 153
Coll. territoriales :					
Nouvelle-Calédonie	2 013			267	1 746
Provinces :					
Iles Loyauté	2 439	378		669	2 148
Nord	4 208	668		515	4 361
Sud	9 840	830		820	9 850
Communes	4 093			266	3 828
Total Coll. territoriales	22 594				21 932
Autres admin. publiques	297				297
Total Admin. publiques	60 409				62 381
Entreprises	861		87		948
Ménages	4 209			2 059	2 150
TOTAL	65 479				65 479

Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2001

Dépenses courantes (personnel et fonctionnement) (dépenses des financeurs finals)

Unité : million de FCFP	Enseignement scolaire										Formation extrascolaire			TOTAL Activités d'enseignement
	1 ^{er} degré I ^{er} cycle	2 nd degré gal. et technologique	2 nd degré professionnel	2 nd degré 2 nd cycle non ventilé	Spécial non ventilé	Apprentissage	Enseignement supérieur	Enseignement artistique	Formation Profs- sionnelle continue	Autre extrascolaire	TOTAL Formation extrascolaire			
État	3 846	12 752	6 987	4 745	464		2 069	11	566	29	31 469			
Coll. territoriales :														
Nouvelle-Calédonie	10	16		3		185	278	42	689	34	1 257			
Provinces :														
Iles Loyauté	817	20	2				3		86		929			
Nord	1 630	39		65					195	14	1 944			
Sud	4 674	139			1		4		159	2	4 980			
Communes	1 773								28		1 801			
Total Coll. territoriales	8 905	198	18	68	1	185	285	42	1 158	50	10 912			
Autres admn. publiques						152	16		79		246			
Total Admn. publiques	12 751	12 950	7 004	4 813	1	337	2 370	53	1 804	80	42 627			
Entreprises	63	31	28	74		73	51	22	560	1	633			
Ménages									1	703	973			
TOTAL	12 814	12 981	7 033	4 897	1	409	2 421	76	2 364	783	44 233			

Unité : million de FCFP	Activités annexes										Biens et services liés			TOTAL Dépenses financeurs finals
	Administration générale	Orientation	Activités annexes Cantines et internats	Médecine scolaire	Documenta- tion pédagogique	TOTAL Activités d'ensei- gnement et annexes	Transport scolaire	Fournitures	Habillement, loisirs, autres	Rémunération du per- sonnel en formation	Non ventilé			
État	1 622	114	40	75	105	33 426	195	4			1	33 625		
Coll. territoriales :														
Nouvelle-Calédonie	153					1 411		2		344		1 757		
Provinces :														
Iles Loyauté	149		482			1 560	11				2	1 573		
Nord	216		1 243	40		3 443	12				1	3 457		
Sud	335		768	114	1	6 197	89	6	25		1	6 318		
Communes			316			2 117	760	146			1	3 024		
Total Coll. territoriales	854		2 809	154	1	14 729	873	154	25	344	4	16 128		
Autres admn. publiques						246						246		
Total Admn. publiques	2 476	114	2 849	229	105	48 401	1 068	158	25	344	5	50 000		
Entreprises						637						637		
Ménages			2 480		6	3 460	55	842				4 356		
TOTAL	2 476	114	5 329	229	116	52 497	1 122	1 000	25	344	5	54 993		

Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2001

Dépenses en capital
(dépenses des financeurs finals)

Unité : million de F.CFP	Enseignement scolaire										TOTAL Activités d'enseignement	
	1 ^{er} degré	2 ^m degré 1 ^{er} cycle	2 ^m degré 2 ^m cycle gal. et technologique	2 ^m degré professionnel	2 ^m degré 2 ^m cycle non ventilé	Spécial non ventilé	Apprentissage	Enseignement supérieur	Enseignement artistique	Formation Profes- sionnelle continue		Formation extrascolaire Autre extrascolaire
État	4		902					57		34		997
Coll. territoriales :												
Nouvelle-Calédonie								48		55		104
Provinces :												
Iles Loyauté	19	83										102
Nord	69	319		16						49		453
Sud	140	1 291	33	10								1 474
Communes	1 303											1 303
Total Coll. territoriales	1 532	1 693	33	26			48			104		3 437
Autres admin. publiques						31						31
Total Admin. publiques	1 532	1 697	936	26		31	105			138		4 465
Entreprises												
Ménages												
TOTAL	1 532	1 697	936	26		31	105			138		4 465

Unité : million de F.CFP	TOTAL Activités d'ensei- gnement et annexes										TOTAL Dépenses financeurs finals	
	Administration générale	Orientation	Activités annexes Cantines et internats	Médecine scolaire	Documentation pédagogique	Transport scolaire	Biens et services liés Fournitures loisirs, autres	Rémunération du per- sonnel en formation	Autres	Non ventilé		
État	22		309									1 328
Coll. territoriales :												
Nouvelle-Calédonie											82	185
Provinces :												
Iles Loyauté			171									273
Nord	1		61									515
Sud			59									1 533
Communes			20			23						1 346
Total Coll. territoriales	1		309			23				82		3 852
Autres admin. publiques											31	31
Total Admin. publiques	23		618			23				82		5 211
Entreprises												
Ménages												
TOTAL	23		618			23				82		5 211

Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2001

Dépenses totales (dépenses des financeurs finals)

Unité : million de FCFP	Enseignement scolaire										Formation extrascolaire			TOTAL Activités d'enseignement
	1 ^{er} degré I ^{er} cycle	2 nd degré gal. et technologique	2 nd degré 2 nd cycle professionnel	2 nd degré 2 nd cycle non ventilé	Spécial non ventilé	Apprentissage	Enseignement supérieur	Enseignement artistique	Formation Profes- sionnelle continue	Autre extrascolaire	TOTAL			
État	3 846	12 755	7 889	4 745	464		2 126	11	600	29	32 467			
Coll. territoriales :														
Nouvelle-Calédonie	10	16	3			185	326	42	745	34	1 361			
Provinces :														
Iles Loyauté	837	103	2				3		86		1 032			
Nord	1 700	358		81					244	14	2 398			
Sud	4 814	1 429	33	10	1		4		159	2	6 454			
Communes	3 076								28		3 104			
Total Coll. territoriales	10 437	1 891	51	94	1	185	334	42	1 263	50	14 349			
Autres admin. publiques						183	16		79		277			
Total Admin. publiques	14 283	14 647	7 940	4 839	1	368	2 475	53	1 942	80	47 093			
Entreprises						73			560		633			
Ménages	63	31	28	74			51	22	1	703	973			
TOTAL	14 346	14 678	7 968	4 913	1	440	2 526	76	2 503	783	48 699			

Unité : million de FCFP	Activités annexes										Biens et services liés			TOTAL Dépenses financeurs finals
	Administration générale	Orientation	Activités annexes Cantines et internats	Médecine scolaire	Documentation pédagogique	TOTAL Activités d'ensei- gnement et annexes	Transport scolaire	Fournitures	Habillement, loisirs, autres	Rémunération du per- sonnel en formation	Autres Non ventilé	TOTAL		
État	1 644	114	349	75	105	34 754	195	4			1	34 954		
Coll. territoriales :														
Nouvelle-Calédonie	153					1 514		2		344	82	1 942		
Provinces :														
Iles Loyauté	149		652			1 833	11				2	1 846		
Nord	217		1 303	40		3 958	12				1	3 971		
Sud	335		827	114	1	7 730	89	6	25		1	7 851		
Communes			336			3 440	783	146			1	4 370		
Total Coll. territoriales	855		3 118	154	1	18 476	896	154	25	344	86	19 980		
Autres admin. publiques						277						277		
Total Admin. publiques	2 499	114	3 467	229	105	53 507	1 091	158	25	344	87	56 211		
Entreprises					4	637						637		
Ménages			2 480		6	3 460	55	842				4 356		
TOTAL	2 499	114	5 947	229	116	57 604	1 145	1 000	25	344	87	60 204		

Financement du secteur de production en 2001

Dépenses courantes (personnel et fonctionnement) (dépenses des financeurs finals)

Unité : million de F.CFP	Établissements publics			Établissements privés à financement public prédominant			Total
	Autres éta. d'enseignement supérieur	Formation artistique	Formation extrascolaire	1 ^{er} degré	2 nd degré	Enseignement supérieur	
État	331	11	62	3 736	8 048	85	11 869
Coll. territoriales :							
Nouvelle-Calédonie	238	42	518				22
Provinces :							
Îles Loyauté	181		22	25	306		330
Nord	583		41	218	620		838
Sud	407		135	238	353		596
Communes	2 050		3	38			64
Total Coll. territoriales	9 171	42	718	519	1 278	53	1 851
Autres admin. publiques			75				
Total Admin. publiques	9 281	53	855	4 255	9 326	85	13 719
Entreprises			73				
Ménages	527	22	25	487	728		1 215
TOTAL	9 808	1 099	953	4 742	10 054	85	14 934

Unité : million de F.CFP	Autres producteurs d'enseignement			Autres producteurs privés			TOTAL Producteurs d'enseignement	TOTAL Tous producteurs
	Éts. gérés par des organismes consulaires	Centres de formation in-ternes aux admin. publiques	Centres de formation in-ternes aux entreprises	Autres producteurs privés	Administration publique	Administration du privé		
État	472	40			1 789	105	31 506	33 427
Coll. territoriales :								
Nouvelle-Calédonie	223			89	141		1 260	1 411
Provinces :								
Îles Loyauté	64				119	30	1 407	1 562
Nord					132	83	3 058	3 444
Sud	6				250	85	5 847	6 198
Communes				89	642	199	2 117	2 118
Total Coll. territoriales	229	100		89	642	199	13 690	14 733
Autres admin. publiques				89	2 431	199	246	246
Total Admin. publiques	401	572		89	2 431	199	45 442	48 406
Entreprises	75		175	262		4	633	637
Ménages	17	4	701	701		6	3 453	3 460
TOTAL	493	576	175	1 052	2 431	199	49 528	52 502

Financement du secteur de production en 2001

Dépenses en capital (dépenses des financeurs finals)

Unité : million de F.CFP

	Établissements publics				Établissements privés à financement public prédominant								
	1 ^{er} degré	2 nd degré	Université	Total	Autres éta- blissement supérieur	Formation artistique	Formation extrascolaire	Total	1 ^{er} degré	2 nd degré	Enseignement supérieur	Formation extrascolaire	Total
État		1 226	46	1 272									
Coll. territoriales :													
Nouvelle-Calédonie				48	55			103					
Provinces :													
Iles Loyauté		240						240	19	14			33
Nord	15	353						368	54	42			97
Sud	101	1 234						1 336	39	158			197
Communes	1 323							1 323					
Total Coll. territoriales	1 439	1 828		48	55			3 371	112	214			326
Autres admin. publiques													
Total Admin. publiques	1 439	3 055	46	48	55			4 643	112	214			326
Entreprises													
Ménages													
TOTAL	1 439	3 055	46	48	0	55		4 643	112	214			326

Unité : million de F.CFP

	Autres producteurs d'enseignement				Autres producteurs privés				TOTAL			
	Éts. gérés par des organismes consulaires	Centres de formation in- ternes aux admin. publiques	Centres de formation in- ternes aux admin. privées	Centres de formation in- ternes aux entreprises	Autres producteurs privés	Autres producteurs d'enseignement	Administration publique	Administration du privé	CDP	Non ventilé	Tous producteurs	TOTAL
État												1 328
Coll. territoriales :												
Nouvelle-Calédonie												185
Provinces :												
Iles Loyauté					49							273
Nord										1		515
Sud												1 533
Communes												1 323
Total Coll. territoriales					49					1		3 829
Autres admin. publiques	31											31
Total Admin. publiques	31				49					23		5 188
Entreprises												
Ménages												
TOTAL	31				49					23		5 188

Financement du secteur de production en 2001

Dépenses totales
(dépenses des financeurs finals)

Unité : million de F.CFP	Établissements publics			Établissements privés à financement public prédominant			Total
	Autres éta. d'enseignement supérieur	Formation artistique	Formation extrascolaire	1 ^{er} degré	2 nd degré	3 rd degré	
État	331	11	62	3 736	8 048	85	11 869
Coll. territoriales :							
Nouvelle-Calédonie	286	42	574			22	22
Provinces :							
Iles Loyauté	421		22	44	319		363
Nord	936	41	41	273	662		935
Sud	1 642	135	135	276	511	5	793
Communes	3 373	3	3	38		26	64
Total Coll. territoriales	10 610	42	774	632	1 492	53	2 177
Autres admin. publiques			75				
Total Admin. publiques	10 720	53	910	4 368	9 540	85	14 046
Entreprises			73				
Ménages	527	22	25	487	728		1 215
TOTAL	11 248	22 806	1 145	4 854	10 263	85	15 260

Unité : million de F.CFP	Autres producteurs d'enseignement			TOTAL			TOTAL
	Éts. gérés par des organismes consulaires	Centres de formation in-ternes aux admin. publiques	Centres de formation in-ternes aux entreprises	Producteurs d'enseignement	Administration publique	Administration du privé	
État	506	40		32 812	1 811	105	34 755
Coll. territoriales :							
Nouvelle-Calédonie	223	36	89	1 363	141		1 596
Provinces :							
Iles Loyauté	64		49	1 681	119	30	1 835
Nord				3 572	133	83	3 959
Sud	6			7 380	250	85	7 731
Communes			138	3 440			3 441
Total Coll. territoriales	229	100	138	17 436	643	199	18 561
Autres admin. publiques	202	40	138	277			277
Total Admin. publiques	432	606	138	50 526	2 454	199	53 594
Entreprises	75		262	633		4	637
Ménages	17	4	701	3 453		6	3 460
TOTAL	524	610	40	54 612	2 454	199	57 691

Transferts entre les unités de financement en 2001

Dépenses courantes (personnel et fonctionnement) (dépenses des financeurs finals et initiaux)

Unité : million de F.CFP	Dépenses des financeurs finals	Transferts entre financeurs			Dépenses des financeurs initiaux
		Bourses d'études (+)	Autres transferts versés (+)	Transferts reçus (-)	
État	33 625	183	1 237		35 046
Coll. territoriales :					
Nouvelle-Calédonie	1 757			530	1 226
Provinces :					
Iles Loyauté	1 573	398		387	1 584
Nord	3 457	620		134	3 942
Sud	6 318	859			7 178
Communes	3 024			278	2 746
Total Coll. territoriales	16 128				16 676
Autres admin. publiques	246				246
Total Admin. publiques	50 000				51 968
Entreprises	637		92		729
Ménages	4 356			2 060	2 296
TOTAL	54 993				54 993

Dépenses en capital (dépenses des financeurs finals et initiaux)

Unité : million de F.CFP	Dépenses des financeurs finals	Transferts entre financeurs			Dépenses des financeurs initiaux
		Bourses d'études (+)	Autres transferts versés (+)	Transferts reçus (-)	
État	1 328		1 631		2 959
Coll. territoriales :					
Nouvelle-Calédonie	185				185
Provinces :					
Iles Loyauté	273			277	-4
Nord	515			612	-97
Sud	1 533			742	791
Communes	1 346				1 346
Total Coll. territoriales	3 852				2 221
Autres admin. publiques	31				31
Total Admin. publiques	5 211				5 211
Entreprises					
Ménages					
TOTAL	5 211				5 211

Dépenses totales (dépenses des financeurs finals et initiaux)

Unité : million de F.CFP	Dépenses des financeurs finals	Transferts entre financeurs			Dépenses des financeurs initiaux
		Bourses d'études (+)	Autres transferts versés (+)	Transferts reçus (-)	
État	34 954	183	2 868		38 005
Coll. territoriales :					
Nouvelle-Calédonie	1 942			530	1 330
Provinces :					
Iles Loyauté	1 846	398		664	1 628
Nord	3 971	620		746	3 788
Sud	7 851	859		742	7 971
Communes	4 370			278	4 162
Total Coll. territoriales	19 980				18 879
Autres admin. publiques	277				277
Total Admin. publiques	55 211				57 165
Entreprises	637		92		729
Ménages	4 356			2 060	1 578
TOTAL	60 204				60 204

Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2000

Dépenses courantes (personnel et fonctionnement)
(dépenses des financeurs finals)

Unité : million de F.CFP	Enseignement scolaire										TOTAL Activités d'enseignement	
	1 ^{er} degré	2 ^m degré 1 ^{er} cycle	2 ^m degré gal. et technologique	2 ^m degré professionnel	2 ^m degré non ventilé	Spécial non ventilé	Apprentissage	Enseignement supérieur	Enseignement artistique	Formation Profes- sionnelle continue		Formation extrascolaire Autre extrascolaire
État	3 738	12 302	6 569	4 592	414			1 910	17	620	48	30 208
Coll. territoriales :												
Nouvelle-Calédonie			16					265	45	637	41	1 204
Provinces :												
Iles Loyauté	803	20	2					3		72	12	901
Nord	1 594	52		69		1		4		170	28	1 887
Sud	4 520	137			6				12	114	28	4 822
Communes	1 594				2					26		1 623
Total Coll. territoriales	8 503	209	18	69	8	1		272	57	1 018	82	10 437
Autres admin. publiques								11		70		183
Total Admin. publiques	12 241	12 511	6 587	4 660	8	415		2 192	74	1 709	129	40 829
Entreprises										437		437
Ménages	62	29	27	71				46	20	3	650	907
TOTAL	12 302	12 540	6 614	4 731	8	415		2 238	93	2 148	779	42 173

Unité : million de F.CFP	Biens et services liés										TOTAL Dépenses financeurs finals	
	Administration générale	Orientation	Activités annexes Cantines et internats	Médecine scolaire	Documentation pédagogique	TOTAL Activités d'ensei- gnement et annexes	Transport scolaire	Fournitures	Habillage, autres loisirs, autres	Rémunération du per- sonnel en formation		Autres Non ventilé
État	1 608	114	34	65	84	32 114	199	21			3	32 337
Coll. territoriales :												
Nouvelle-Calédonie	134					1 339				317		1 656
Provinces :												
Iles Loyauté	184		519			1 604	23				2	1 629
Nord	214		1 178	40		3 320	7					3 327
Sud	365		776	111		6 074	81	6	3		1	6 164
Communes			287			1 909	730	133			1	2 772
Total Coll. territoriales	897		2 760	152		14 246	841	138	3	317	4	15 548
Autres admin. publiques						183						183
Total Admin. publiques	2 505	114	2 794	217	84	46 543	1 040	159	3	317	7	48 068
Entreprises					3	440						440
Ménages			2 390		4	3 301	42	829				4 172
TOTAL	2 505	114	5 184	217	91	50 283	1 062	988	3	317	7	52 679

Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2000

Dépenses en capital (dépenses des financeurs finals)

Unité : million de FCFP	Enseignement scolaire										Formation extrascolaire			TOTAL Activités d'enseignement
	1 ^{er} degré I ^{er} cycle	2 nd degré gal. et technologique	2 nd degré 2 nd cycle professionnel	2 nd degré 2 nd cycle non ventilé	Spécial non ventilé	Apprentissage	Enseignement supérieur	Enseignement artistique	Formation profes- sionnelle continue	Autre extrascolaire	TOTAL Dépenses financiers finals			
État	8	1 118	1				58		32				1 218	
Coll. territoriales :														
Nouvelle-Calédonie							6	1	63				71	
Provinces :														
Iles Loyauté	51	62											113	
Nord	100	472	7										578	
Sud	74	436	32	4									549	
Communes	1 063												1 063	
Total Coll. territoriales	1 288	969	38	4			6	1	63				2 373	
Autres admin. publiques								25					25	
Total Admin. publiques	1 288	977	40	4			65	1	96				3 616	
Entreprises														
Ménages														
TOTAL	1 288	977	40	4			65	1	96				3 616	

Unité : million de FCFP	Activités annexes										Biens et services liés			TOTAL Dépenses financiers finals
	Administration générale	Orientation	Activités annexes Cantines et internats	Médecine scolaire	Documentation pédagogique	TOTAL Activités d'ensei- gnement et annexes	Transport scolaire	Fournitures	Habillage- ment, autres loisirs, autres	Rémunération du per- sonnel en formation	Autres Non ventilé	TOTAL Dépenses financiers finals		
État	125		16			1 359						1 359		
Coll. territoriales :														
Nouvelle-Calédonie					2	72				88		160		
Provinces :														
Iles Loyauté			21			133						133		
Nord			277			856						856		
Sud			155			704				9		713		
Communes			79			1 142	32					1 174		
Total Coll. territoriales			532		2	2 907	32			97		3 036		
Autres admin. publiques						25						25		
Total Admin. publiques	125		549		2	4 292	32			97		4 421		
Entreprises														
Ménages														
TOTAL	125		549		2	4 292	32			97		4 421		

Financement des activités d'éducation et des achats de biens et services en 2000

Dépenses totales
(dépenses des financeurs finals)

Unité : million de F.CFP	Enseignement scolaire										TOTAL Activités d'enseignement	
	1 ^{er} degré	2 nd degré 1 ^{er} cycle	2 nd degré gal. et technologique	2 nd degré professionnel	2 nd degré non ventilé	Spécial non ventilé	Apprentissage	Enseignement supérieur	Enseignement artistique	Formation profes- sionnelle continue		Formation extrascolaire Autre extrascolaire
État	3 738	12 310	7 687	4 593	414			1 988	17	652	48	31 426
Coll. territoriales :												
Nouvelle-Calédonie			16				201	271	46	701	41	1 275
Provinces :												
Iles Loyauté	854	82	2	75				3		72	12	1 014
Nord	1 685	523		32	5			4	12	170	28	2 466
Sud	4 594	573	3							114	26	5 371
Communes	2 657		20	107	2					26		2 685
Total Coll. territoriales	9 791	1 179	7 707	4 771	8	419	329	2 257	58	1 082	82	12 810
Autres admin. publiques					8		128	11	75	70	129	209
Total Admin. publiques	13 528	13 489		4 700	8	419	329	2 257	75	1 804	129	44 445
Entreprises	62	29	27	71				46	20	437	650	437
Ménages										3		907
TOTAL	13 590	13 517	7 735	4 771	8	419	329	2 302	94	2 244	779	45 789

Unité : million de F.CFP	Activités annexes										TOTAL Dépenses financeurs finals	
	Administration générale	Orientation	Activités annexes Cantines et internats	Médecine scolaire	Documentation pédagogique	TOTAL Activités d'ensei- gnement et annexes	Transport scolaire	Biens et services liés Fournitures	Habille- ment, autres	Rémunération du per- sonnel en formation		Autres Non vendu
État	1 733	114	51	65	84	33 473	199	21			3	33 696
Coll. territoriales :												
Nouvelle-Calédonie	134				2	1 411				317	88	1 816
Provinces :												
Iles Loyauté	184		540	40		1 737	23				2	1 763
Nord	214		1 455	111		4 176	7					4 183
Sud	365		931	366		6 778	81	6	3		10	6 877
Communes	897		3 292	152	2	3 051	762	133	3	317	1	3 946
Total Coll. territoriales	2 630	114	5 733	217	92	17 153	873	138	3	317	101	18 584
Autres admin. publiques						209						209
Total Admin. publiques	2 630	114	5 733	217	92	50 834	1 072	159	3	317	104	52 488
Entreprises						440						440
Ménages						3 301	42	829				4 172
TOTAL	2 630	114	5 733	217	92	54 575	1 114	988	3	317	104	57 100

Financement du secteur de production en 2000

Dépenses courantes (personnel et fonctionnement) (dépenses des financeurs finals)

Unité : million de FCFP	Établissements publics				Établissements privés à financement public prédominant				
	Autres éta- blissement supérieur	Formation artistique	Formation extrascolaire	Total	1 ^{er} degré	2 nd degré	Enseignement supérieur	Formation extrascolaire	Total
État	279	17	88	18 321	3 641	7 670	84		11 395
Coll. territoriales :									
Nouvelle-Calédonie	214	45	514	846				25	25
Provinces :									
Iles Loyauté			27	1 011	27	334			360
Nord			36	2 118	216	626			842
Sud		36	106	5 060	253	380		4	637
Communes			10	1 854	39			16	55
Total Coll. territoriales	214	80	693	10 890	535	1 340		45	1 920
Autres admin. publiques			72	72					
Total Admin. publiques	493	97	853	29 283	4 176	9 010	84	45	13 315
Entreprises			37	90					
Ménages	1	20	27	1 479	462	689			1 152
TOTAL	9 356	1 117	917	30 652	4 638	9 700	84	45	14 467

Unité : million de FCFP	Autres producteurs d'enseignement				TOTAL					
	Éts. gérés par des organismes consulaires	Centres de formation in- ternes aux admin. publiques	Centres de formation in- ternes aux entreprises producteurs privés	Autres producteurs privés	Producteurs d'enseignement	Administration publique	Administration du privé	CDP	Non ventilé	TOTAL Tous producteurs
État	509	38			30 263	1 740		84	30	32 117
Coll. territoriales :										
Nouvelle-Calédonie	223	41	72		1 206	122			11	1 339
Provinces :										
Iles Loyauté		45			1 417	151	33		3	1 604
Nord					2 960	131	83		146	3 320
Sud	5				5 703	265	93		14	6 074
Communes					1 909	668	209		1	1 910
Total Coll. territoriales	228	85	72		13 195	2 408	209		174	14 247
Autres admin. publiques	112				183					183
Total Admin. publiques	340	594	38	72	43 642	2 408	209	84	204	46 547
Entreprises	4		160	182	437				3	440
Ménages	15	4	647	647	3 297				4	3 301
TOTAL	360	598	38	900	47 376	2 408	209	91	204	50 288

Financement du secteur de production en 2000

Dépenses en capital
(dépenses des financeurs finals)

Unité : million de F.CFP	Établissements publics			Établissements privés à financement public prédominant		Total
	Autres étab. enseignement supérieur	Formation artistique	Formation extrascolaire	1 ^{er} degré	2 nd degré Enseignement supérieur Formation extrascolaire	
État						
Coll. territoriales :						
Nouvelle-Calédonie			63			
Provinces :						
Iles Loyauté						
Nord				51	36	87
Sud				62	37	99
Communes				33	169	202
Total Coll. territoriales				146	241	387
Autres admin. publiques						
Total Admin. publiques				146	241	387
Entreprises						
Ménages						
TOTAL	1 149	53	63	146	241	387

Unité : million de F.CFP	Autres producteurs d'enseignement			TOTAL				
	Éts. gérés par des organismes consulaires	Centres de formation in- ternes aux admin. publiques	Centres de formation in- ternes aux entreprises	Autres producteurs privés	Administration publique	Autres Administration du privé	Non ventilé	TOTAL Tous producteurs
État								
Coll. territoriales :								
Nouvelle-Calédonie								
Provinces :								
Iles Loyauté								
Nord								
Sud								
Communes								
Total Coll. territoriales								
Autres admin. publiques								
Total Admin. publiques								
Entreprises								
Ménages								
TOTAL	25	32	32	1 234	125	2	97	4 389

Financement du secteur de production en 2000

Dépenses totales (dépenses des financeurs finals)

Unité : million de F.CFP

	Établissements publics				Établissements privés à financement public prédominant				
	Autres éta- blissement supérieur	Formation artistique	Formation extrascolaire	Total	1 ^{er} degré	2 nd degré	Enseignement supérieur	Formation extrascolaire	Total
État	279	17	88	19 523	3 641	7 670	84		11 395
Coll. territoriales :									
Nouvelle-Calédonie	220	46	577	916				25	25
Provinces :									
Iles Loyauté			27	1 058	78	369			447
Nord			36	2 875	278	663			941
Sud		36	106	5 562	286	549		4	839
Communes			10	2 996	39			16	55
Total Coll. territoriales	220	81	757	13 408	680	1 581		45	2 307
Autres admin. publiques			72	72					
Total Admin. publiques	499	98	916	33 003	4 322	9 252	84	45	13 702
Entreprises			37	90					
Ménages	1	20	27	1 479	462	689			1 152
TOTAL	10 577	1 036	1 118	34 572	4 784	9 941	84	45	14 854

Unité : million de F.CFP

	Autres producteurs d'enseignement			TOTAL					
	Éts. gérés par des organismes consulaires	Centres de formation in- ternes aux admin. publiques	Centres de formation in- ternes aux entreprises producteurs privés	Autres producteurs d'enseignement	Administration publique	Administration du privé	Autres CDP	Non ventilé	Tous producteurs
État	541	38		31 498	1 865		84	30	33 476
Coll. territoriales :									
Nouvelle-Calédonie	41		72	1 277	122		2	99	1 499
Provinces :									
Iles Loyauté	45			1 550	151	33		3	1 737
Nord				3 816	131	83		146	4 176
Sud	5			6 407	265	93		23	6 787
Communes				3 051				1	3 052
Total Coll. territoriales	85		72	16 100	669	209	2	271	17 251
Autres admin. publiques				209					209
Total Admin. publiques	627	38	72	47 807	2 533	209	86	301	50 936
Entreprises	4		160	437				3	440
Ménages	15		647	3 297				4	3 301
TOTAL	385	38	900	51 540	2 533	209	92	301	54 676

Transferts entre les unités de financement en 2000

Dépenses courantes (personnel et fonctionnement) (dépenses des financeurs finals et initiaux)

Unité : million de F.CFP	Dépenses des financeurs finals	Transferts entre financeurs			Dépenses des financeurs initiaux
		Bourses d'études (+)	Autres transferts versés (+)	Transferts reçus (-)	
État	32 337	146	1 083		33 566
Coll. territoriales :					
Nouvelle-Calédonie	1 656			549	1 107
Provinces :					
Iles Loyauté	1 629	406		239	1 796
Nord	3 327	600		128	3 799
Sud	6 164	829			6 993
Communes	2 772			255	2 517
Total Coll. territoriales	15 548				16 212
Autres admin. publiques	183				183
Total Admin. publiques	46 068				49 962
Entreprises	440		87		527
Ménages	4 172			1 981	2 190
TOTAL	52 679				52 679

Dépenses en capital (dépenses des financeurs finals et initiaux)

Unité : million de F.CFP	Dépenses des financeurs finals	Transferts entre financeurs			Dépenses des financeurs initiaux
		Bourses d'études (+)	Autres transferts versés (+)	Transferts reçus (-)	
État	1 359		1 153		2 513
Coll. territoriales :					
Nouvelle-Calédonie	160				160
Provinces :					
Iles Loyauté	133			68	65
Nord	856			260	596
Sud	713			825	-112
Communes	1 174				1 174
Total Coll. territoriales	3 036				1 883
Autres admin. publiques	25				25
Total Admin. publiques	4 421				4 421
Entreprises					
Ménages					
TOTAL	4 421				4 421

Dépenses totales (dépenses des financeurs finals et initiaux)

Unité : million de F.CFP	Dépenses des financeurs finals	Transferts entre financeurs			Dépenses des financeurs initiaux
		Bourses d'études (+)	Autres transferts versés (+)	Transferts reçus (-)	
État	33 696	146	2 236		36 079
Coll. territoriales :					
Nouvelle-Calédonie	1 816			549	1 267
Provinces :					
Iles Loyauté	1 763	406		307	1 861
Nord	4 183	600		388	4 395
Sud	6 877	829		825	6 881
Communes	3 496			255	3 691
Total Coll. territoriales	18 584				18 095
Autres admin. publiques	209				209
Total Admin. publiques	52 488				54 383
Entreprises	440		87		527
Ménages	4 172			1 981	2 190
TOTAL	57 100				57 100

Traitement des données qui a abouti aux présents résultats

Les financements de l'Etat sont estimés à partir des dépenses de l'Etat en Nouvelle-Calédonie que nous transmet la Direction de la Comptabilité Publique ; les financements des provinces, de la Nouvelle-Calédonie et des communes ont été définis sur la base de leurs comptes administratifs. Certaines informations complémentaires nous sont fournies par des services spécialisés (directions de la formation et de l'enseignement, directions de l'équipement, ...)

Les comptes des ménages sont reconstitués à partir de leur participation sous forme d'inscriptions ou de cotisations ; leurs dépenses en fournitures scolaires et livres sont estimées à partir des dépenses par élève calculées en métropole, les résultats obtenus étant recoupés par les importations de ces biens. Cette estimation devrait être basée sur une enquête consommation des ménages dont nous ne disposons pas, ce qui en outre explique que les dépenses des ménages pour l'habillement, les loisirs et autres biens et services liés ne soient pas renseignées.

Les dépenses des entreprises en faveur de l'éducation sont certainement sous-évaluées puisque reconstituées essentiellement à partir de leurs déclarations auprès de la direction de la formation professionnelle continue.

Nous avons également utilisé les sources fiscales et de la CAFAT pour traiter les établissements d'enseignement privé qui ne sont pas sous contrat (mais l'actualisation pour l'année 2004 n'a pu être introduite).

Un arbitrage est effectué entre les financements versés (en particulier par les administrations publiques) et les déclarations des établissements financés ; en effet un décalage comptable peut exister.

Il convient tout d'abord d'insister sur le caractère provisoire des résultats présentés et d'avertir le lecteur des points suivants.

- Ne disposant pas d'informations quant à la nature des établissements bénéficiant de l'intervention des provinces en matière d'investissement, le montant global de ces dépenses a été ventilé arbitrairement. Elles sont affectées proportionnellement aux effectifs scolarisés pour les provinces Nord et Îles Loyauté et en fonction des dépenses contractualisées pour la province Sud.
- Le financement de la médecine scolaire tel que présenté dans les comptes se résume, pour l'Etat, à l'estimation des rémunérations du personnel infirmier (à partir d'informations du Vice-Rectorat) et se base, pour les provinces Nord et Sud, sur des travaux d'estimation des coûts endossés par

les directions des affaires sanitaires de ces institutions. La province des Îles Loyauté ne nous a pas transmis d'informations comparables.

- Les dépenses de l'Etat pour l'enseignement du second degré 2ème cycle comprennent également des dépenses pour les activités annexes de ce niveau d'enseignement ; il nous est impossible d'isoler celles-ci.
- Les dépenses des administrations pour la formation continue de leurs agents n'ont pu être ventilées en fonction du producteur de cette formation.
- Nous ne sommes pas en mesure de distinguer les dépenses de l'Université de la Nouvelle-Calédonie pour l'enseignement supérieur de celles pour la formation continue, par conséquent les recettes et dépenses de l'Université sont entièrement affectées à l'enseignement supérieur.
- L'analyse et le traitement des opérations de financement et refinancement dans le cadre des contrats d'agglomération n'est pas complet.
- L'analyse et le traitement des opérations de financement et refinancement dans le cadre des contrats d'agglomération n'est pas complet.
- Absence de données du CNED.
- L'activité d'internat est automatiquement attribuée aux établissements d'enseignement du second degré.
- La distinction au sein de l'enseignement du second degré 2ème cycle (correspondant à l'activité d'enseignement des lycées) entre le général, le technique et le professionnel, n'est pas retenue pour l'analyse, bien que conservée dans les tableaux. En effet, les sources utilisées ne pratiquent pas systématiquement cette distinction et leurs critères divergent. Même remarque pour la distinction entre les enseignements préélémentaire et élémentaire qui sont agrégés dans l'enseignement du premier degré.
- De nouveaux éléments ont permis une meilleure évaluation des participations des ménages aux cantines et internats (qui ont été revues à la hausse). Néanmoins les contributions gérées par des associations n'ont pu être prises en compte. Les caisses des écoles n'apparaissent pas en tant que producteurs puisque l'activité de cantines est attribuée aux écoles.
- Nous ne disposons pas encore d'informations suffisantes pour présenter les derniers tableaux qui retracent les dépenses des producteurs du domaine de l'éducation. Leur intérêt étant d'isoler les dépenses de personnel, la part de ces dépenses a été estimée.
- L'évaluation des autres charges sociales de l'Etat inscrites au budget des charges communes n'a pu être réalisée.